

Comité du programme et budget

Quarantième session
Genève, 15 – 19 juin 2026

RAPPORT FINANCIER ANNUEL ET ETATS FINANCIERS POUR 2025

établi par le Secrétariat

1. Les états financiers de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) au 31 décembre 2025 sont communiqués au Comité du programme et budget (PBC) conformément à l'article 6.12 du Règlement financier selon lequel le PBC examine les états financiers et les rapports de vérification des comptes et les transmet à l'Assemblée générale avec les observations et les recommandations qu'il estime appropriées.
2. Les états financiers pour 2025 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).
3. Le présent document contient également la déclaration sur le contrôle interne de l'OMPI, signée par le Directeur général.
4. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2025, ainsi que ses recommandations et la réponse du Secrétariat à celles-ci, figurent dans le document WO/PBC/40/3.
5. *Le Comité du programme et budget (PBC) a recommandé aux assemblées de l'OMPI, chacune pour ce qui la concerne, d'approuver le document intitulé "Rapport financier annuel et états financiers pour 2025" (document WO/PBC/40/8).*

[Le rapport financier et les états financiers pour 2025 suivent]

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Rapport financier annuel et états financiers

Au 31 décembre 2025

TABLE DES MATIERES

RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	4
INTRODUCTION.....	4
EXAMEN ET ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS.....	4
Activités et environnement de travail.....	4
Stratégies et objectifs financiers de l'OMPI.....	5
Gestion des risques.....	5
Durabilité.....	6
Performance financière.....	7
Situation financière.....	14
Flux de trésorerie.....	16
DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE 2025.....	18
ÉTATS FINANCIERS.....	22
ÉTAT FINANCIER I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE.....	22
ÉTAT FINANCIER II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE.....	23
ÉTAT FINANCIER III : ÉTAT DES VARIATIONS CONCERNANT LES ACTIFS NETS.....	24
ÉTAT FINANCIER IV : ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE.....	25
ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – RECETTES 2025.....	26
ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – DEPENSES 2025.....	27
ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – RECETTES 2024-2025.....	28
ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – DEPENSES 2024-2025.....	29
NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	30
Note n° 1 : Objectifs et budget de l'Organisation.....	30
Note n° 2 : Principales méthodes comptables.....	30
Note n° 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	36
Note n° 4 : Placements.....	36
Note n° 5 : Créances et paiements anticipés.....	37
Note n° 6 : Immobilisations incorporelles.....	37
Note n° 7 : Immobilisations corporelles.....	39
Note n° 8 : Dettes fournisseurs et charges à payer.....	41
Note n° 9 : Prestations au personnel.....	41
Note n° 10 : Montants à payer.....	46
Note n° 11 : Encaissements par anticipation.....	46
Note n° 12 : Provisions.....	47
Note n° 13 : Passifs et actifs éventuels.....	47
Note n° 14 : Transactions avec une partie liée.....	48
Note n° 15 : Rapprochement entre l'état V et l'état II.....	49
Note n° 16 : Dépenses.....	50
Note n° 17 : Gains/(pertes) sur les investissements.....	51
Note n° 18 : Instruments financiers.....	51
Note n° 19 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers.....	54
Note n° 20 : Information sectorielle.....	54
ANNEXE – VERSEMENTS À TITRE GRACIEUX (INFORMATIONS VERIFIEES).....	56

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

INTRODUCTION

Les états financiers de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) au 31 décembre 2025 sont présentés aux assemblées des États membres de l'OMPI ("assemblées de l'OMPI") conformément à l'article 4.3 du Règlement financier de l'OMPI. Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), élaborées et approuvées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB), conformément à l'article 4.2 du Règlement financier de l'OMPI.

Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2025, ainsi que l'opinion sur les états financiers, sont également présentés aux assemblées de l'OMPI conformément aux dispositions de l'article 6.12 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et de son règlement d'exécution.

Le rapport financier annuel, qui inclut l'examen et l'analyse des états financiers, est présenté dans le présent document, accompagné des états financiers et de la déclaration annuelle sur le contrôle interne.

EXAMEN ET ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

L'examen et l'analyse des états financiers suivants donnent une vue d'ensemble des opérations et de l'environnement de travail de l'Organisation, de ses stratégies et objectifs financiers, de sa stratégie en matière de gestion des risques ainsi que de sa performance et de sa situation financières pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 2025. Cet examen et cette analyse ont été établis conformément à la recommandation n° 2 des pratiques recommandées de l'IPSASB et visent à fournir une explication des éléments, transactions et événements importants présentés dans les états financiers ainsi que les facteurs les ayant influencés. L'examen et l'analyse ne font pas partie des états financiers de l'OMPI; cependant, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers.

Activités et environnement de travail

L'OMPI est au service des innovateurs et des créateurs du monde entier et veille à ce que leurs idées soient commercialisées en toute sécurité et améliorent les conditions de vie de toutes et de tous partout dans le monde. Elle est une organisation intergouvernementale et une institution spécialisée des Nations Unies comptant 194 États membres. L'Organisation a pour mission de fournir des services qui permettent aux créateurs, aux innovateurs et aux entrepreneurs de protéger et de promouvoir leur propriété intellectuelle par-delà les frontières, et d'offrir une tribune pour aborder les questions de pointe en matière de politique de propriété intellectuelle afin de façonner un écosystème international de propriété intellectuelle équilibré et efficace dans un monde en constante mutation. Les données et informations de l'OMPI orientent les décideurs du monde entier, et les projets axés sur l'impact et l'assistance technique que l'OMPI met en œuvre sont la garantie que la propriété intellectuelle profite à toutes et à tous, partout dans le monde. La mission, les organes directeurs et les procédures de l'OMPI sont énoncés dans la Convention instituant l'OMPI, qui l'a créée en 1967.

Les États membres de l'OMPI approuvent la direction, le budget et les activités de l'Organisation par l'intermédiaire des organes de décision. Les principaux organes politiques et de décision de l'OMPI sont l'Assemblée générale, la Conférence et le Comité de coordination. L'Assemblée générale rassemble les États parties à la Convention instituant l'OMPI membres de l'une des unions administrées par l'OMPI. L'Assemblée générale a mis en place le Comité du programme et budget pour examiner les questions relatives au programme, au budget, aux locaux et aux finances. La Conférence se compose des États parties à la Convention instituant l'OMPI, qu'ils soient ou non membres d'une des unions, et est notamment l'organe compétent pour adopter tout amendement à la Convention. Le Comité de coordination est composé des membres élus des comités exécutifs de l'Union de Paris, de l'Union de Berne ou des deux, d'un quart des États parties à la Convention instituant l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions, ainsi que de la Suisse, en tant qu'État sur le territoire duquel l'Organisation a son siège.

L'Assemblée générale nomme le Directeur général de l'OMPI, sur proposition du Comité de coordination. L'actuel Directeur général, M. Daren Tang, qui a été nommé le 8 mai 2020, a débuté son mandat de six ans le 1^{er} octobre 2020. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Le Directeur général est assisté par les responsables de secteur (vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux) chargés de l'aider dans l'orientation stratégique des programmes de l'OMPI et l'administration de leurs secteurs et programmes respectifs de manière à atteindre les résultats énoncés dans les objectifs stratégiques de l'Organisation et dans le programme de travail et budget.

La plupart des recettes de l'OMPI proviennent des taxes qui sont payées par les utilisateurs de ses services de propriété intellectuelle en matière de brevets, de marques et de dessins et modèles industriels. Ces services sont fournis dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et des systèmes de Madrid (marques) et de La Haye (dessins et modèles industriels). En 2025, les taxes découlant de ces activités ont représenté 94% du montant total des recettes de l'Organisation, les taxes du système du PCT représentant à elles seules 74,6% de ce

montant. Le facteur d'évolution des recettes provenant des services taxés est la demande internationale de titres de propriété intellectuelle. Les autres facteurs externes qui peuvent influencer sur les recettes de l'Organisation provenant de ces services payants sont les niveaux de croissance économique, les montants investis dans la recherche-développement, les changements et les avancées dans le domaine technologique et les variations des taux de change.

Stratégies et objectifs financiers de l'OMPI

Les activités financières de l'OMPI sont régies par son Règlement financier, qui est approuvé par l'Assemblée générale. Le règlement d'exécution du Règlement financier est établi par le Directeur général conformément aux dispositions du Règlement financier. Les États membres de l'OMPI sont informés de toute modification des règles financières. Le règlement d'exécution du Règlement financier régit toutes les activités de gestion financière de l'Organisation. Le Directeur général délègue au contrôleur l'autorité et la responsabilité de la mise en œuvre du Règlement financier et de son règlement d'exécution.

Conformément à l'article 2.15, le Directeur général présente tous les deux ans un document relatif au programme de travail et budget pour l'exercice budgétaire aux États membres pour approbation. Ce document précise les résultats escomptés, les critères d'évaluation des résultats et les prévisions budgétaires pour l'ensemble des activités planifiées. Le programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2024-2025 a été approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023. Le programme de travail et budget indique la planification pour l'exercice biennal dans le contexte stratégique global du plan stratégique à moyen terme pour 2022-2026.

L'Organisation a recours à un système de gestion axée sur les résultats pour s'assurer que les ressources sont budgétisées et utilisées conformément aux résultats et priorités de l'organisation. Les performances organisationnelles sont mesurées et analysées régulièrement au moyen d'indicateurs de performance, de niveaux cibles et de niveaux de référence. Le Rapport sur la performance de l'OMPI présente l'ensemble des rapports programmatiques, y compris des évaluations détaillées des indicateurs d'exécution, pour l'année ou l'exercice biennal. En vertu de ce système, le programme de travail et budget et le plan stratégique à moyen terme font partie du cadre de planification de l'OMPI, au même titre que les plans de travail annuels et les objectifs individuels des agents.

L'Organisation gère ses niveaux de réserves conformément à sa politique en matière de réserves. Les réserves de l'OMPI constituent les actifs nets de l'Organisation et servent à réduire autant que possible l'incidence des insuffisances de recettes et à optimiser la probabilité que l'Organisation soit en mesure de satisfaire à ses obligations à court terme et à préserver la stabilité financière. Le niveau des réserves est arrêté par les unions administrées par l'Organisation en fonction du pourcentage des dépenses estimées pour l'exercice biennal; ce mécanisme constitue l'un des pivots de la politique en matière de réserves. Celle-ci établit également les principes et le mécanisme d'approbation en ce qui concerne l'utilisation des réserves pour des projets ponctuels d'améliorations essentielles, et à titre exceptionnel.

L'Organisation gère ses placements conformément à sa politique en matière de placements. La politique stipule que : "Par ordre d'importance, les principaux objectifs de gestion en matière de placements de l'Organisation sont i) la préservation du capital; ii) la conservation de liquidités; et iii) le taux de rendement compte tenu des contraintes découlant des points i) et ii)". L'Organisation vise à atteindre un taux de rendement du marché chaque fois que possible et approprié à la fois en ce qui concerne la trésorerie d'exploitation et le portefeuille principal. Le portefeuille stratégique fait l'objet de placements à long terme en vue d'une croissance du capital et donc d'un rendement global positif au fil du temps. En juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé la création d'une entité distincte, devant être établie sous la forme d'un régime multiemployeur, chargée de gérer la part du portefeuille stratégique provisionnée pour financer les obligations au titre de l'assurance maladie après cessation de service (AMCS). Le régime d'assurance maladie après la cessation de service de l'OMPI/UPOV a ensuite été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2025.

Gestion des risques

La politique de l'OMPI en matière de gestion des risques décrit les principes de la gestion des risques et du contrôle interne à l'OMPI de manière systématique, structurée et ordonnée, afin de favoriser la réalisation des piliers stratégiques et des résultats escomptés dans le cadre du Plan stratégique à moyen terme. La présente politique est conforme à l'article 5.1 du Règlement financier de l'OMPI, relatif à l'établissement de dispositifs pour la gestion axée sur les résultats, la gestion des risques de l'Organisation et les contrôles internes, et à l'article 5.2 relatif à l'établissement d'un dispositif et système de contrôle interne conformément aux meilleures pratiques applicables en vigueur.

En vertu des principes directeurs de la politique de l'OMPI en matière de gestion des risques, la gestion des risques est considérée comme étant une responsabilité incombant à l'ensemble de l'Organisation et les risques sont communiqués en temps opportun et de manière transparente et cohérente. Il s'agit d'un processus adaptatif et dynamique, qui répond à l'évolution des facteurs de risque et fait partie intégrante du cycle de gestion axée sur les résultats de l'Organisation. La prise de risques calculés dans la poursuite des résultats escomptés est encouragée, à partir d'informations fiables, de l'établissement de priorités, du principe de l'importance relative et conformément à la déclaration relative au risque accepté. Les risques d'ordre organisationnel sont recensés et analysés par le Groupe de gestion des risques de l'OMPI, qui est présidé par le Directeur général.

Durabilité

La politique générale en matière de responsabilité environnementale de l'OMPI a été publiée en 2022; le Groupe de gestion de la durabilité environnementale de l'OMPI assure la fonction de comité directeur, indiquant une orientation stratégique et supervisant la mise en œuvre du système de gestion de l'environnement.

L'OMPI participe activement à l'initiative "Greening the Blue" du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et communique ses émissions de gaz à effet de serre et d'autres données environnementales, à l'instar de plus d'une cinquantaine d'agences et de programmes des Nations Unies. En décembre 2024, l'OMPI a signé la Charte 2050 Aujourd'hui, réaffirmant ainsi sa responsabilité environnementale au niveau du pays hôte et renforçant sa collaboration avec la communauté genevoise en vue de poursuivre la réduction de son empreinte environnementale. L'OMPI compense le reste de ses émissions annuelles de carbone par l'achat d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), via un mécanisme de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

L'OMPI a mis en œuvre des mesures globales d'efficacité énergétique dans l'ensemble de ses activités, en particulier sur le site de son siège. L'organisation utilise de l'énergie 100% renouvelable et le système de refroidissement renouvelable au moyen de l'eau du lac Léman (Genilac) pour contrôler la température de son bâtiment. En 2025, l'OMPI a mis en place un système amélioré de gestion des déchets au siège au moyen de bacs de tri et des campagnes de sensibilisation pour augmenter le taux de recyclage.

Toujours en 2025, l'OMPI a poursuivi ses initiatives durables dans le domaine informatique, notamment la Semaine du nettoyage numérique et la Journée internationale des déchets électroniques, encourageant le personnel à optimiser le stockage numérique et à se débarrasser de manière responsable du matériel obsolète. L'Organisation œuvre activement à réduire l'impact environnemental de son infrastructure informatique, notamment la consommation de ressources primaires. Il convient de noter que l'OMPI a mené à bien sa première évaluation complète visant à mesurer l'impact environnemental et la maturité de ses activités numériques, qui servira de référence pour identifier et hiérarchiser les actions à mener.

L'OMPI intègre les considérations de durabilité dans ses processus d'achat lorsque cela est pertinent, en appliquant la définition des trois piliers de la durabilité des Nations Unies (environnemental, social et économique). L'ensemble du processus de passation des marchés et de la documentation sont pleinement accessibles aux déficients visuels. En fonction de la maturité du marché, les efforts des fournisseurs en matière de développement durable sont soit documentés à titre informatif uniquement ou intégrés dans les critères d'évaluation de l'offre. Cette approche renforce l'engagement de l'OMPI en faveur de la durabilité, tout en préservant l'équité et une concurrence réelle et s'inscrit pleinement dans ce qui a été convenu avec les États membres.

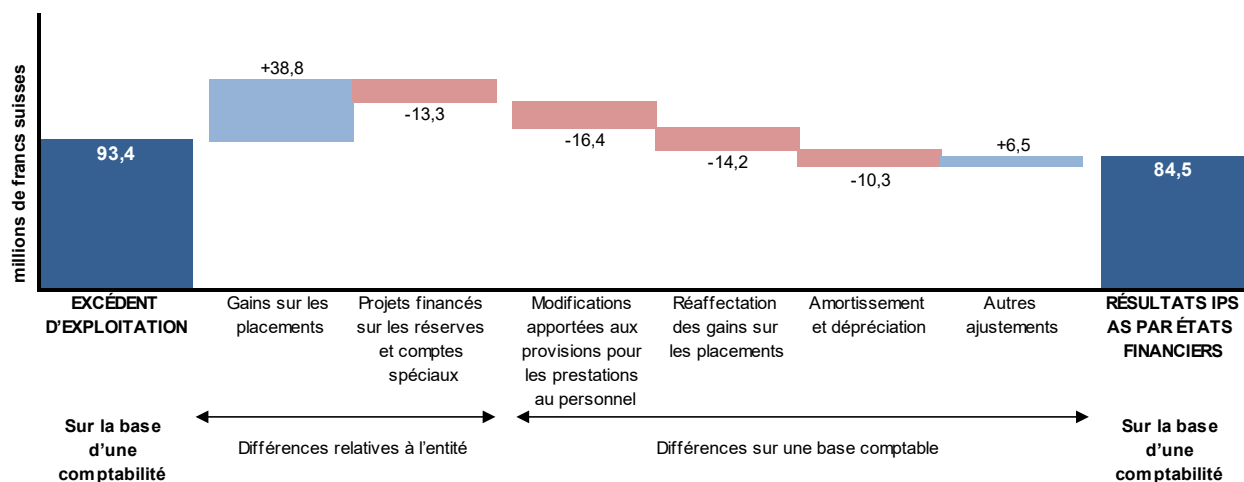
Performance financière

Les résultats de l'Organisation pour 2025 faisaient état d'un excédent de 84,5 millions de francs suisses, pour des recettes totales de 497,6 millions, des dépenses de 437,7 millions de francs suisses et des gains de 24,6 millions sur les placements. Ces résultats peuvent être comparés à l'excédent de 140,1 millions de francs suisses de 2024 pour des recettes totales de 496,7 millions de francs suisses et des dépenses totales de 430,3 millions de francs suisses et des gains sur les placements de 73,7 millions de francs suisses. Si l'on élimine l'impact des gains sur les placements enregistrés respectivement en 2025 et 2024, on constate que l'excédent d'exploitation de l'organisation a diminué de 9,8% en 2025 (excédent d'exploitation de 59,9 millions de francs suisses en 2025, contre 66,4 millions de francs suisses en 2024). Le résultat opérationnel du programme de travail et budget pour 2025, qui a été établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée (c'est-à-dire sans tenir compte de tous les ajustements IPSAS), à l'exclusion des gains d'investissement, a dégagé un excédent de 93,4 millions de francs suisses. Les résultats de l'Organisation pour 2025 au titre des normes IPSAS tiennent compte des comptes spéciaux, des projets financés sur les réserves et de l'impact des ajustements liés à une comptabilité d'exercice intégrale conformément aux normes IPSAS.

	Programme et budget	Comptes spéciaux	Projets financés sur les réserves	Ajustements IPSAS	Total	Total
	2025	2025	2025	2025	2025	2024
<i>(en millions de francs suisses)</i>						
Total des recettes	488,4	10,4	-	-1,2	497,6	496,7
Total des dépenses	-395,0	-10,0	-13,7	-19,0	-437,7	-430,3
Excédent (déficit) d'exploitation	93,4	0,4	-13,7	-20,2	59,9	66,4
Gains (pertes) sur les investissements	38,7	0,1	-	-14,2	24,6	73,7
Total excédent (déficit)	132,1	0,5	-13,7	-34,4	84,5	140,1

Le graphique ci-dessous résume les principales différences entre l'excédent opérationnel de 93,4 millions de francs suisses du programme de travail et budget et l'excédent de 84,5 millions de francs suisses pour l'ensemble de l'Organisation établi sur une base IPSAS :

Passage de l'excédent opérationnel du budget à l'excédent total IPSAS pour 2025



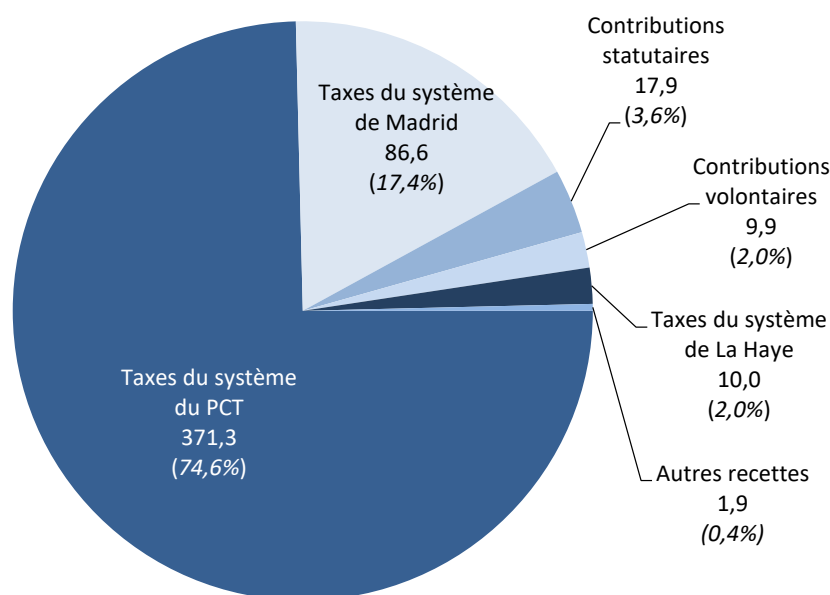
Tels qu'ils sont établis, en conformité avec les normes IPSAS, les états financiers de l'OMPI couvrent tous les domaines et activités de l'Organisation. L'inclusion des résultats avant les ajustements IPSAS pour les gains d'investissement, les projets financés sur les réserves et les comptes spéciaux représentent les "différences relatives à l'entité" entre le résultat budgétaire et l'excédent au titre des états financiers IPSAS. L'application d'une comptabilité d'exercice intégrale conformément aux normes IPSAS conduit à plusieurs "différences sur une base comptable" qui ont des conséquences pour le résultat de l'année. L'impact net total de ces ajustements sur une base comptable est une réduction de l'excédent de 34,4 millions de francs suisses. Les principales différences sur une base comptable comprennent notamment :

- la charge d'amortissement des bâtiments et du matériel ainsi que celle des actifs incorporels, le coût de ces immobilisations étant réparti sur leur durée de vie utile;

- les ajustements opérés de manière à tenir compte des modifications des prestations dues au personnel sur la base des calculs effectués conformément aux normes IPSAS, y compris ceux effectués par des actuaires externes;
- la réaffectation des gains d'investissements aux dépenses de personnel et aux gains actuariels via les actifs nets lorsque ceux-ci se rapportent à des actifs du régime destinés au financement de l'obligation au titre de l'AMCS;
- la capitalisation des coûts relatifs à l'amélioration ou à l'acquisition d'immobilisations, ainsi que les pertes résultant de la cession ou de la radiation d'actifs immobilisés.

Recettes

Composition des recettes en 2025 sur la base des normes IPSAS
(en millions de francs suisses)



Le total des recettes de l'Organisation pour 2025 s'est élevé à 497,6 millions de francs suisses, soit une augmentation de 0,2% par rapport au total de 2024 de 496,7 millions de francs suisses. En 2025, les taxes du système du PCT ont constitué la principale source de recettes, représentant 74,6% du total. Les recettes provenant des taxes du système du PCT ont augmenté de 0,1% par rapport à 2024.

Les taxes du système de Madrid représentaient la deuxième source de recettes en 2025, soit 17,4% du montant total des recettes. Ces recettes ont augmenté de 3,9% par rapport à 2024. Les taxes du système de La Haye, les taxes du système de Lisbonne, les contributions statutaires, les contributions volontaires (contributions versées par les donateurs aux comptes spéciaux) et les autres recettes (provenant de la publication, de l'arbitrage et de la médiation et des autres/diverses recettes) comprennent le solde restant de 8% du montant total des recettes de l'Organisation. Le tableau suivant présente une synthèse des évolutions par type de recettes par rapport à l'exercice précédent :

Évolution des recettes entre 2024 et 2025

	2025	2024	Variation nette	Variation nette
	(en millions de francs suisses)			%
Recettes				
Contributions statutaires	17,9	18,6	-0,7	-3,9
Contributions volontaires	9,9	10,1	-0,2	-1,7
Recettes des publications	0,6	0,5	0,1	13,9
Taxes				
Système du PCT	371,3	371,1	0,2	0,1
Système de Madrid	86,6	83,3	3,3	3,9
Système de La Haye	10,0	8,8	1,2	13,7
Système de Lisbonne	0,1	0,2	-0,1	-65,0
Sous-total des taxes	468,0	463,4	4,6	1,0
Arbitrage et médiation	2,7	2,8	-0,1	-0,9
Autres/divers produits	-1,5	1,3	-2,8	224,8
Total des recettes	497,6	496,7	0,9	0,2

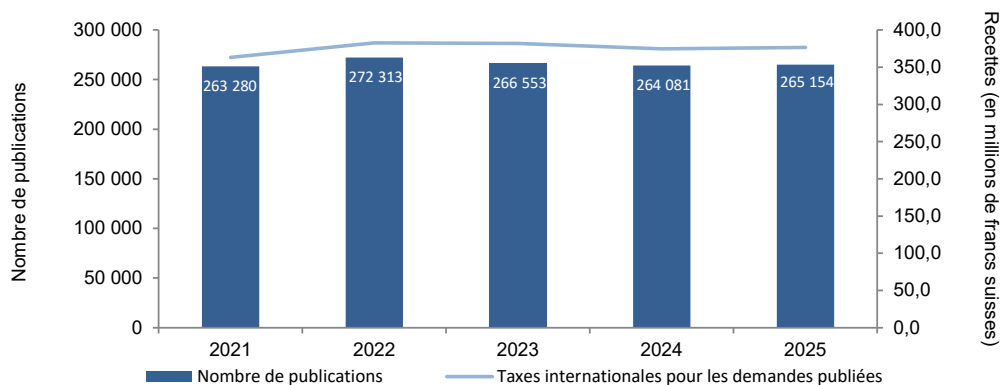
Les recettes du PCT proviennent essentiellement des taxes requises pour les demandes internationales (la taxe de base, plus les frais pour les pages supplémentaires, moins les réductions pour les dépôts électroniques et les pays les moins avancés). Le montant total des recettes provenant des taxes du système du PCT comprend également d'autres taxes (y compris les taxes de traitement et de transfert) ainsi que les gains et pertes de change :

Liste détaillée des taxes du système du PCT (2021-2025)

	2025	2024	2023	2022	2021
	(en millions de francs suisses)				
Taxes internationales de dépôt	376,6	374,7	381,9	382,6	363,1
Autres taxes	2,6	2,8	2,8	3,0	3,1
Gains (pertes) de change sur les taxes perçues	-5,6	-5,5	-11,3	-7,2	-3,3
Autres gains / (pertes) de change	-2,3	-0,9	-4,8	2,4	-1,1
Total des taxes du système du PCT	371,3	371,1	368,6	380,8	361,8

Les recettes provenant des taxes du système du PCT sur la base des normes IPSAS ont augmenté de 0,1% par rapport à 2024. Dans les états financiers établis conformément aux normes IPSAS, les recettes provenant des taxes internationales de dépôt des demandes selon le PCT ne sont comptabilisées qu'à la publication de la demande. En 2025, le nombre des publications s'est élevé à 265 154, contre 264 081 en 2024. Lorsqu'on examine les recettes des taxes de dépôt international selon le PCT telles que comptabilisées conformément aux normes IPSAS, le tableau suivant montre comment les recettes annuelles ont évolué avec le nombre de demandes publiées dans l'année.

PCT – Taxes internationales de dépôt et nombre de publications (2021-2025)



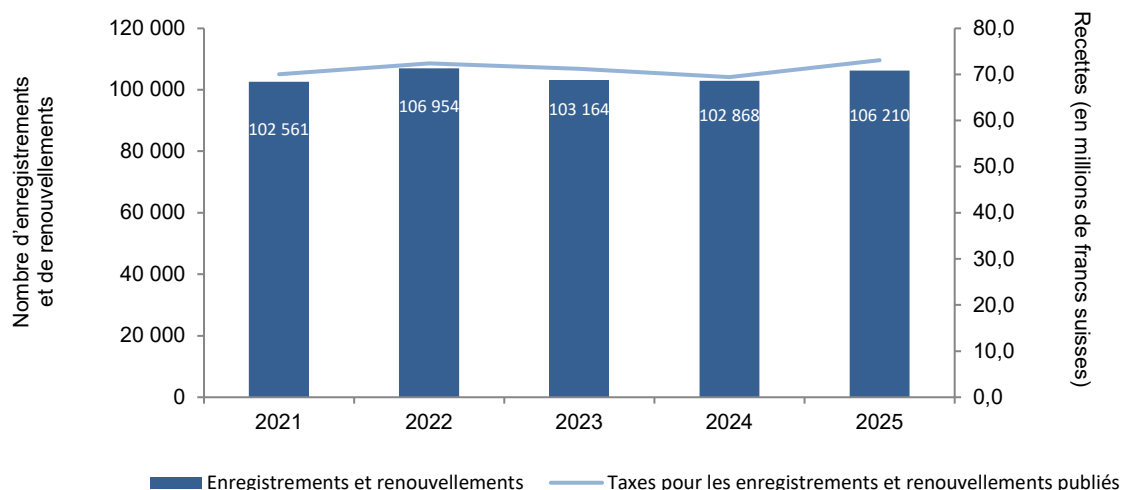
Les taxes du système de Madrid comprennent principalement les taxes de base provenant des demandes d'enregistrement et de renouvellement et les taxes en ce qui concerne les désignations postérieures :

Liste détaillée des taxes du système de Madrid (2021-2025)

	2025	2024	2023	2022	2021
<i>(en millions de francs suisses)</i>					
Taxes de base (enregistrements et renouvellements)	73,1	69,4	71,2	72,4	70,0
Désignations ultérieures	6,9	6,8	6,5	6,4	6,3
Autres taxes	6,6	7,1	6,9	6,5	6,1
Total des taxes du système de Madrid	86,6	83,3	84,6	85,3	82,4

Conformément aux normes IPSAS, les recettes provenant des taxes du système de Madrid liées aux enregistrements, aux renouvellements et aux désignations postérieures sont comptabilisées dans les états financiers au moment de la publication. Les recettes provenant des enregistrements et des renouvellements comptabilisées conformément aux normes IPSAS ont connu la même progression que les chiffres des enregistrements et des renouvellements durant l'exercice. Entre 2024 et 2025, le nombre d'enregistrements a légèrement augmenté, passant de 62 423 à 63 001. Au cours de la même période, le nombre de renouvellements a également enregistré une hausse, passant de 40 445 à 43 209 :

Système de Madrid – Taxes de base et enregistrements/renouvellements (2021-2025)

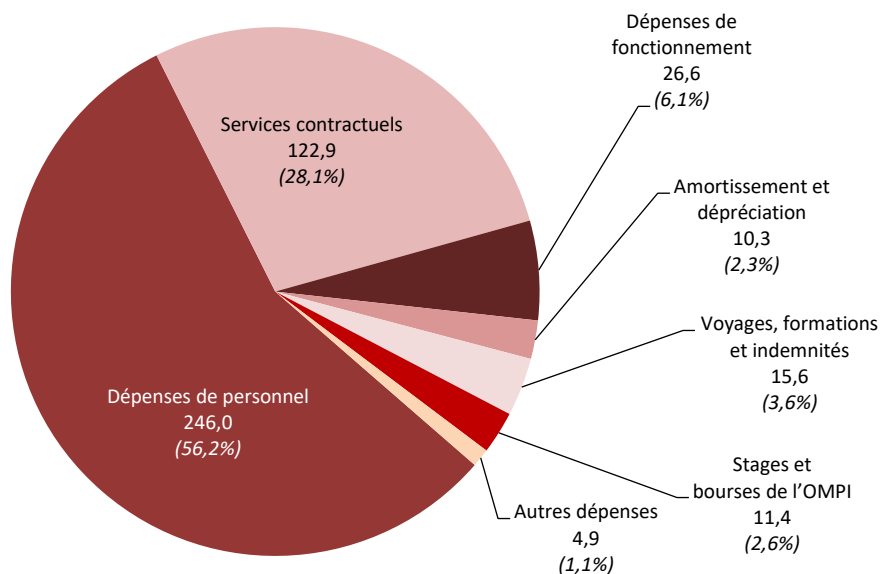


Les recettes provenant des taxes du système de La Haye se sont élevées à 10,0 millions de francs suisses en 2025, soit une hausse de 13,7% par rapport aux 8,8 millions de francs suisses de 2024. Le nombre d'enregistrements selon le système de La Haye a augmenté, passant de 8 847 en 2024 à 10 044 en 2025. Les taxes selon le système de Lisbonne ont atteint 76 000 francs suisses en 2025, contre 217 000 francs suisses en 2024. L'impact des adhésions à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne en 2021 et 2022 a généré une augmentation des taxes d'enregistrement et de modification en 2024.

Les recettes des contributions statutaires de 17,9 millions de francs suisses en 2025 représentent 3,6% du total tandis que celles des contributions volontaires de 9,9 millions de francs suisses en 2025 en représentent 2,0%. Les recettes des contributions volontaires sont comptabilisées au fur et à mesure que le travail est réalisé et que les dépenses sont encourues conformément à l'accord pertinent. Les entrées effectives de contributions volontaires se sont élevées à 10,4 millions de francs suisses en 2025, contre 15,7 millions de francs suisses en 2024. Cette diminution est largement imputable à l'impact de l'année précédente des fonds reçus au titre des nouveaux fonds fiduciaires établis en 2024.

Les recettes d'un montant de 2,7 millions de francs suisses découlant des activités d'arbitrage et de médiation ont très légèrement diminué de 0,1 million de francs suisses par rapport à l'année précédente, tandis que les recettes de 0,6 million de francs suisses provenant des publications ont augmenté de 0,1 million de francs suisses par rapport à 2024. Les autres/diverses recettes se sont élevées au total à -1,5 million de francs suisses en 2025, contre 1,3 million de francs suisses en 2024. L'Organisation inclut les gains et pertes de change dans les "autres/diverses recettes" et a comptabilisé en 2025 des pertes nettes de 1,6 million de francs suisses contre des gains nets de 0,3 million de francs suisses en 2024. Ces gains et pertes de change correspondent à la réévaluation des soldes, notamment des comptes bancaires et placements à court terme de trésorerie d'exploitation détenus dans des devises autres que le franc suisse.

Dépenses

Composition des dépenses en 2025 sur la base des normes IPSAS
(en millions de francs suisses)Ventilation détaillée des dépenses en 2025
(en millions de francs suisses)

Dépenses de personnel 246,0	Postes	234,1	Amortissement et dépréciation 10,3	Dépréciation des bâtiments	9,3
	Personnel temporaire	11,1		Dépréciation du matériel	0,2
	Autres dépenses de personnel	0,8		Amortissement des actifs incorporels	0,8
Services contractuels 122,9	Conférences	5,6	Voyages, formations et indemnités 15,6	Missions de fonctionnaires	6,1
	Services contractuels de personnes	21,4		Voyage de tiers connexes	8,5
	Services de traduction externe	26,9			1,0
	Services informatiques	44,1	Stages et bourses de l'OMPI 11,4	Stages	0,5
	Autres services contractuels	24,9		Bourses de l'OMPI	10,9
Dépenses de fonctionnement 26,6	Locaux et entretien	24,3	Autres dépenses 4,9	Matériel et fournitures	4,6
	Communication	0,8		Charges financières	0,3
	Représentation et autres frais de fonctionnement	0,7			
	Services communs du système des Nations Unies	0,8			

Le total des dépenses de l'Organisation pour 2025 s'est élevé à 437,7 millions de francs suisses, soit une augmentation de 1,7% par rapport au total de 2024 de 430,3 millions. Les dépenses les plus élevées de l'Organisation ont été les dépenses de personnel, d'un montant de 246,0 millions de francs suisses, soit 56,2% du total. Les services contractuels ont représenté le deuxième poste de dépenses de l'Organisation (122,9 millions de francs suisses), suivis par les dépenses de fonctionnement (26,6 millions de francs suisses). Le tableau suivant présente une synthèse des évolutions par type de recettes par rapport à l'exercice précédent :

Évolution des dépenses entre 2024 et 2025

	2025	2024	Variation nette	Variation nette
	(en millions de francs suisses)			%
Dépenses				
Dépenses de personnel	246,0	252,8	-6,8	-2,7
Stages et bourses de l'OMPI	11,4	10,0	1,4	13,7
Voyages, formations et indemnités	15,6	16,9	-1,3	-7,9
Services contractuels	122,9	113,4	9,5	8,4
Dépenses de fonctionnement	26,6	24,5	2,1	8,6
Matériel et fournitures	4,6	2,3	2,3	99,5
Amortissement et dépréciation	10,3	10,1	0,2	2,4
Charges financières	0,3	0,3	-	27,4
Total des dépenses	437,7	430,3	7,4	1,7

Le montant total des dépenses de personnel en 2025 (246,0 millions de francs suisses) a diminué de 2,7% par rapport à celui de 2024 (252,8 millions de francs suisses). Les dépenses de personnel pour l'Organisation comprennent essentiellement les traitements de base nets et les ajustements de poste pour les fonctionnaires en poste ou les agents temporaires. Ces dépenses représentent 148,6 millions de francs suisses, soit 60,4% du montant total des dépenses de personnel pour 2025, soit une baisse de 0,8 million de francs suisses par rapport au chiffre de l'année précédente, qui s'élevait à 149,4 millions de francs suisses. Cette baisse globale est principalement due à l'effet des modifications des obligations au titre des prestations à long terme dues au personnel comptabilisées dans les dépenses de personnel, en particulier la comptabilisation des produits d'intérêts sur les actifs du régime d'AMCS. Les dépenses relatives aux stages et bourses de l'OMPI, qui ne font pas partie des dépenses de personnel, ont augmenté de 13,7% par rapport à 2024 pour atteindre 11,4 millions de francs suisses. Cette augmentation reflète l'incidence sur l'ensemble de l'année 2025 de la croissance du nombre de boursiers observée en 2024. Parallèlement à l'admission annuelle dans le cadre du Programme pour les jeunes experts, le programme de bourses vise à attirer de jeunes talents et à leur offrir une expérience professionnelle enrichissante à l'OMPI.

Les dépenses au titre des voyages, formations et subventions sont passées de 16,9 millions de francs suisses en 2024 à 15,6 millions de francs suisses en 2025. Cette baisse est due à une réduction de 2,0 millions de francs suisses des coûts liés aux voyages de tiers (8,5 millions de francs suisses en 2025, contre 10,5 millions de francs suisses en 2024). L'OMPI a notamment organisé deux conférences diplomatiques en 2024 (la Conférence diplomatique sur les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés, organisée à Genève et la Conférence diplomatique pour la conclusion et l'adoption d'un traité sur le droit des dessins et modèles, organisée par le Royaume d'Arabie saoudite à Riyad). Cette baisse a été partiellement contrebalancée par une hausse de 0,9 million de francs suisses des missions du personnel (6,1 millions de francs suisses en 2025, contre 5,2 millions de francs suisses en 2024).

En 2025, les dépenses au titre des services contractuels se sont élevées à 122,9 millions de francs suisses. Ces dépenses ont augmenté de 9,5 millions de francs suisses par rapport au total de 2024. En 2025, les services contractuels regroupaient essentiellement les services de traduction externe (26,9 millions de francs suisses), les services informatiques externes (44,1 millions de francs suisses), les services contractuels de personnes (21,4 millions de francs suisses) et d'autres services contractuels (24,9 millions de francs suisses). Dans ces domaines, les dépenses pour les services informatiques et les autres services contractuels de personnes ont augmenté par rapport à 2024 (de 2,8 millions de francs suisses et de 8,3 millions de francs suisses respectivement), tandis que les dépenses au titre des services de traduction externe ont diminué par rapport à l'année précédente (de 1,8 million de francs suisses, les services contractuels de personnes étant restés stables). L'augmentation des dépenses pour les autres services contractuels en 2025 est principalement liée aux coûts de projets financés sur les réserves (augmentation de 2,9 millions de francs suisses) et au recours à des services de ressources humaines externes (augmentation de 2,8 millions de francs suisses).

En 2025, les dépenses de fonctionnement se sont élevées au total à 26,6 millions de francs suisses, en hausse de 8,6% par rapport au total de 2024 (24,5 millions de francs suisses). Les dépenses liées aux locaux et à l'entretien, qui constituent de loin la catégorie la plus importante des dépenses de fonctionnement, ont augmenté de 2,3 millions de francs suisses par rapport à 2024. Les dépenses relatives au matériel et aux fournitures ont augmenté, passant de 2,3 millions de francs suisses en 2024 à 4,6 millions de francs suisses en 2025. Cette différence est due à des achats de matériel informatique et de fournitures effectués en 2025. La dépréciation et l'amortissement des immobilisations capitalisées ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, s'élevant au total à 10,3 millions de francs suisses en 2025 contre 10,1 millions de francs suisses en 2024.

Gains (pertes) sur les investissements

En 2025, l'Organisation a enregistré des gains d'investissement nets de 24,6 millions de francs suisses en 2022, contre 73,7 millions de francs suisses en 2024. Le chiffre de 2025 correspond au résultat après la réaffectation des gains sur investissements de 14,2 millions de francs suisses aux dépenses de personnel et des gains actuariels par le biais des actifs nets lorsque ceux-ci se rapportent à des actifs du régime destinés au financement de l'engagement au titre de l'AMCS. Cette performance des placements est évaluée par rapport au taux de référence de l'OMPI afin de fournir une mesure plus précise de l'efficacité des placements. Le rendement net des placements est réparti entre les trois portefeuilles distincts de l'OMPI : trésorerie d'exploitation, portefeuille de trésorerie principale et portefeuille de trésorerie stratégique, qui s'élèvent respectivement à 1,1 million, 22,6 millions et 0,9 million de francs suisses (le chiffre du portefeuille de trésorerie stratégique ne tenant pas compte du rendement de 14,2 millions de francs suisses des actifs du régime de l'AMCS). Pour les portefeuilles de trésorerie principale et de trésorerie stratégique, le rendement net total du fonds est calculé après déduction des coûts de transaction, des frais de gestion et des dépenses administratives d'investissement. Les rendements sont présentés en francs suisses sur trois périodes : un an, cinq ans et à partir de la création du portefeuille.

Les stratégies de placement de l'OMPI sont élaborées conformément aux objectifs financiers et au cadre de gestion des risques de l'Organisation. Les placements du portefeuille de trésorerie principale sont gérés dans le but de générer un rendement positif sur une période continue de cinq ans, tandis que les placements du portefeuille de trésorerie stratégique (y compris les actifs du régime de l'AMCS) sont détenus à long terme en vue d'une croissance du capital et afin de couvrir le ratio cible des obligations de l'Organisation au titre des prestations dues au personnel après la cessation de service sur une période de vingt ans. Ces objectifs garantissent que la performance des placements est évaluée sur des horizons temporels appropriés, réduisant ainsi la sensibilité à la volatilité temporaire du marché.

Trésorerie principale

La valeur de marché du portefeuille de placement était de 981,9 millions de francs suisses à la fin de 2025, contre 931,4 millions de francs suisses à la fin de 2024. Le rendement du portefeuille a été de 2,3% en 2025. L'objectif de placement du fonds est d'obtenir un rendement positif après déduction des coûts, compte tenu d'un niveau de risque acceptable sur une période continue de cinq ans. Dans ce cadre, le portefeuille a eu un rendement annualisé de 2,0%.

Rendement des placements (%)*	2025	2024	5 ans	Depuis le début
Portefeuille principal de l'OMPI	2,3	6,1	1,3	2,0
Rendement de référence	2,6	6,3	1,7	2,0
Rendement relatif	-0,3	-0,2	-0,4	0,0

*- taux de rendement pondéré par un coefficient temps

Trésorerie stratégique

La valeur de marché du portefeuille de placement était de 345,2 millions de francs suisses (dont 326,0 millions de francs suisses correspondant à la partie "placements" des actifs du régime de l'AMCS) à la fin de 2025, contre 273,7 millions de francs suisses en 2024. Cette augmentation tient compte du financement supplémentaire de 50,0 millions de francs suisses approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2025. Le rendement du portefeuille a été de 5,5% en 2025. Le rendement annualisé a été de 3,2% depuis le début et le portefeuille reste en bonne voie pour atteindre un rendement annualisé de 2,0% sur vingt ans.

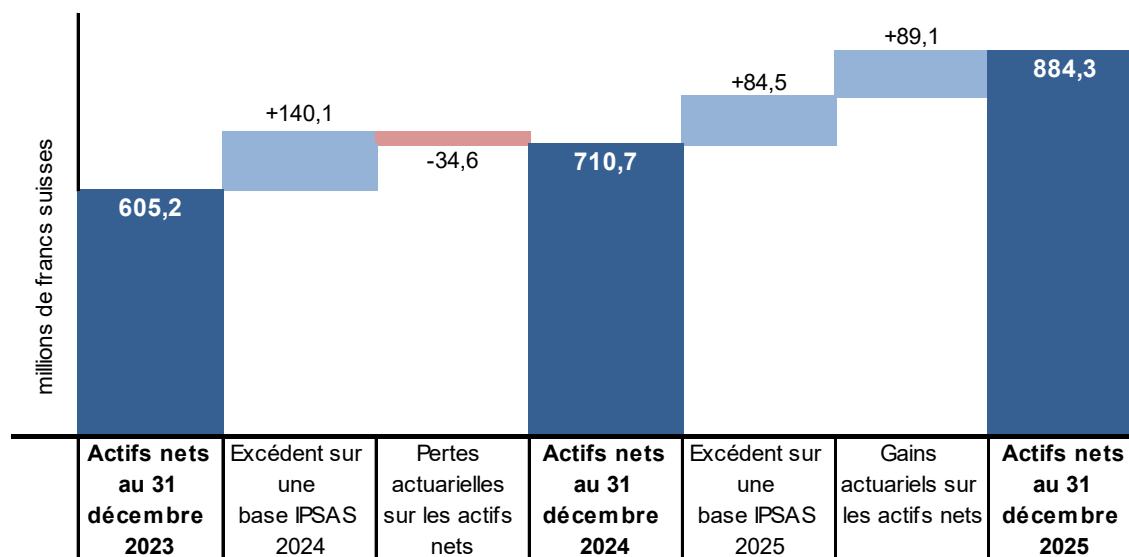
Rendement des placements (%)*	2025	2024	5 ans	Depuis le début
Portefeuille stratégique de l'OMPI	5,5	9,0	2,8	3,2
Rendement de référence	5,7	8,6	2,6	3,1
Rendement relatif	-0,2	0,4	0,2	0,1

*- taux de rendement pondéré par un coefficient temps

Situation financière

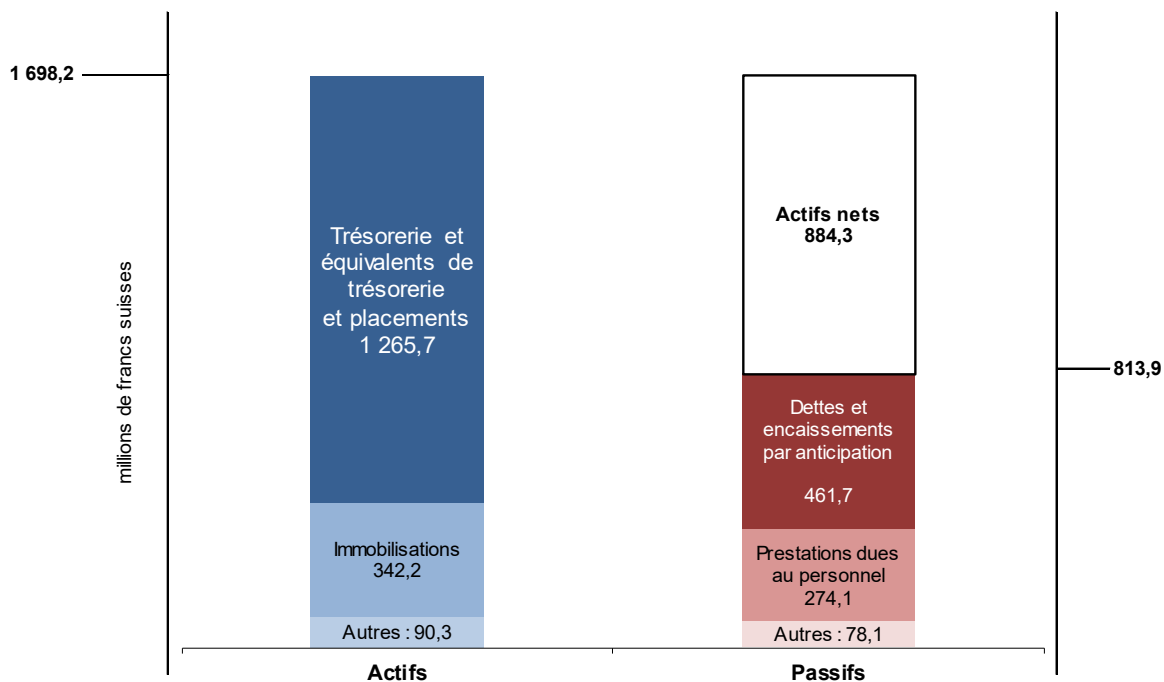
Au 31 décembre 2025, l'Organisation avait un actif net de 884,3 millions de francs suisses, avec un actif total de 1 698,2 millions de francs suisses et un passif total de 813,9 millions de francs suisses. En 2025, l'actif net de l'Organisation a augmenté de 173,6 millions de francs suisses. Cette augmentation est due à l'excédent de 84,5 millions de francs suisses enregistré cette année, conjugués à des gains actuariels de 89,1 millions de francs suisses liés aux engagements de l'OMPI au titre de l'AMCS :

Évolution des actifs nets entre 2023 et 2025



Le graphique ci-dessous fournit un résumé de l'état de la situation financière de l'OMPI au 31 décembre 2025. Le total de 1 698,2 millions de francs suisses indiqué pour les actifs se décompose principalement en trésorerie, équivalents de trésorerie, placements et immobilisations. Le total des passifs de 813,9 millions de francs suisses est principalement constitué de dettes et d'encaissements par anticipation et de prestations dues au personnel :

Résumé des actifs et des passifs au 31 décembre 2025



Actifs

À la fin de 2025, l'Organisation disposait d'un montant de 1 265,7 millions de francs suisses de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de placements, ce qui représente 74,5% du total de ses actifs. Le solde total était inférieur de 216,5 millions de francs suisses au solde de 1 482,2 millions de francs suisses à la fin de 2024. À la fin de 2025, un solde total de 341,5 millions de francs suisses (15,5 millions de francs suisses de trésorerie et 326,0 millions de francs suisses de placements), correspondant aux actifs du régime d'AMCS, a été reclassé des actifs vers les passifs nets dans l'état de la situation financière.

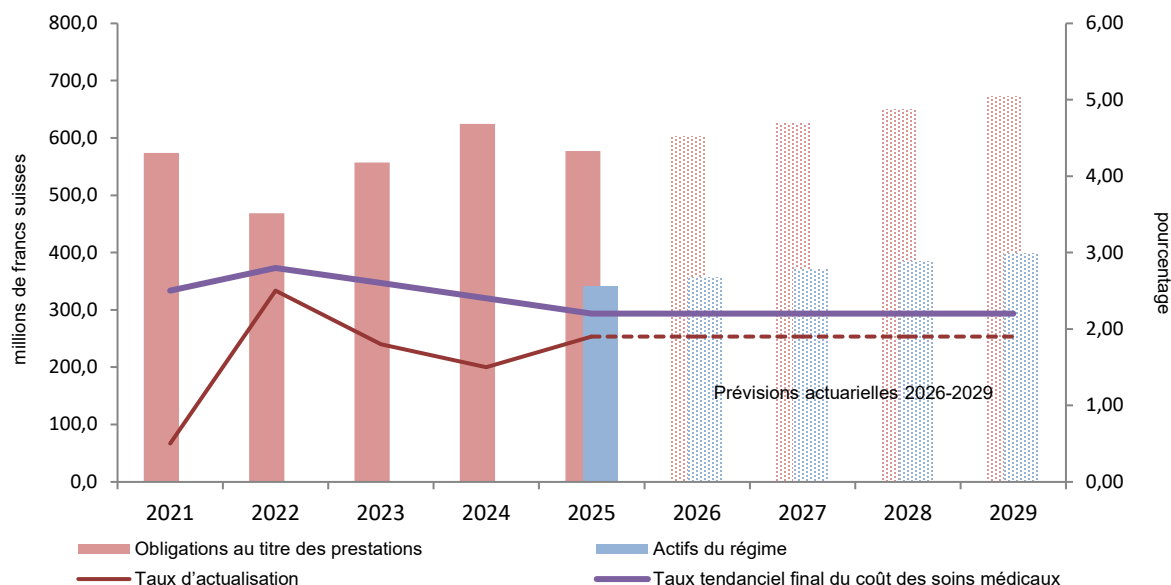
L'Organisation détient d'importants actifs fixes (terrains, bâtiments, actifs incorporels et matériel) d'une valeur comptable nette de 342,2 millions de francs suisses. En 2025, des coûts totalisant 6,8 millions de francs suisses ont été comptabilisés pour des additions et des améliorations aux immobilisations. Au total, l'amortissement et la charge d'amortissement sur toutes les immobilisations s'élevaient à 10,3 millions de francs suisses pour 2025. Au nombre des autres actifs que détient l'Organisation pour un montant total de 90,3 millions de francs suisses figurent les comptes débiteurs et les paiements anticipés. Le solde le plus important est celui des débiteurs du PCT, qui totalise 61,2 millions de francs suisses. À tout moment de l'année, un nombre important de demandes selon le PCT sont déposées auprès d'offices récepteurs et, le cas échéant, reçues par l'OMPI, sans que l'Organisation ait encore perçu les taxes correspondantes. Le solde des débiteurs du PCT a augmenté par rapport aux 57,8 millions de francs suisses de l'année précédente.

Passifs

Les obligations relatives aux prestations en matière d'emploi, d'un montant de 274,1 millions de francs suisses, sont constituées principalement de l'engagement net au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), d'un montant de 235,4 millions de francs suisses, qui représente 85,9% du montant total des obligations relatives aux prestations en matière d'emploi au 31 décembre 2025. En 2025, les engagements bruts au titre de l'AMCS (obligation au titre des prestations définies) de 576,9 millions de francs suisses sont présentés déduction faite des actifs du régime, qui s'élèvent à 341,5 millions de francs suisses. Au 31 décembre 2025, l'obligation au titre des prestations définies de l'AMCS a diminué de 47,5 millions de francs suisses par rapport au solde de 2024, qui était de 624,4 millions de francs suisses. L'obligation au titre des prestations définies de l'AMCS repose sur un calcul effectué par un actuaire indépendant. Conformément aux exigences des normes IPSAS, le montant comptabilisé dans les états financiers représente la valeur actuelle de toutes les prestations futures prévues pour les retraités actuels et les personnes à leur charge, et de toutes les prestations postemploi accumulées par les fonctionnaires en poste. En moyenne, les dépenses médicales augmentent avec l'âge, de sorte que les coûts les plus importants restent à payer dans l'avenir. Afin de gérer les coûts et les risques liés à son plan d'assurance médicale collective, l'OMPI a conclu un contrat d'assurance prévoyant le paiement d'une prime uniforme par personne pour les retraités actuels et les fonctionnaires en poste, réduisant ainsi les sommes versées au nom des retraités plus âgés par rapport aux frais médicaux encourus.

Le calcul des engagements nets au titre de l'AMCS repose sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles. Ces dernières concernent le taux d'actualisation, les taux tendanciels du coût des soins médicaux, les taux de départ en retraite et les taux de mortalité. L'évolution de ces hypothèses d'année en année engendre des gains et pertes actuariels qui sont comptabilisés dans les passifs nets dans l'état de la situation financière. Une ventilation de l'évolution de la dette nette due aux gains et pertes actuariels figure dans la note n° 9 des présents états financiers. La diminution en 2025 de l'obligation au titre des prestations définies est due en partie à une hausse du taux d'actualisation, qui est passé de 1,50% à 1,90%. Le taux d'actualisation a été déterminé au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA. En outre, pour l'évaluation de 2025, les taux tendanciels du coût des soins médicaux ont été ramenés de 2,40% à 2,20%. Le graphique ci-après montre l'évolution de l'obligation des prestations définies au titre de l'AMCS depuis 2021 et comprend les prévisions actuarielles pour 2026-2029 (sur la base des mêmes hypothèses que celles appliquées au calcul pour 2025). Le graphique montre également l'évolution des taux d'actualisation et des taux tendanciels du coût des soins médicaux depuis 2021 et présente, à partir de 2025, le solde et les prévisions des actifs du régime :

**Évolution des engagements au titre de l'AMCS et des actifs du régime pour la période 2021-2029
(au 31 décembre)**



Les projections relatives à l'obligation au titre des prestations définies de l'AMCS et aux actifs du régime pour 2026-2029 ne tiennent pas compte des gains ou des pertes résultant d'éventuelles modifications futures des hypothèses actuarielles, qui pourraient avoir une incidence importante sur les calculs concernant les années suivantes. L'augmentation prévue de l'obligation au titre des prestations définies pour 2026-2029 tient compte de la composition démographique des participants du plan d'assurance maladie collective de l'OMPI. Les prestations supplémentaires prévues au titre de l'AMCS accumulées par les fonctionnaires en poste (qui augmentent l'obligation au titre des prestations définies de l'AMCS) l'emportent sur les prévisions de dépenses médicales pour les retraités (qui réduisent l'obligation au titre des prestations définies de l'AMCS).

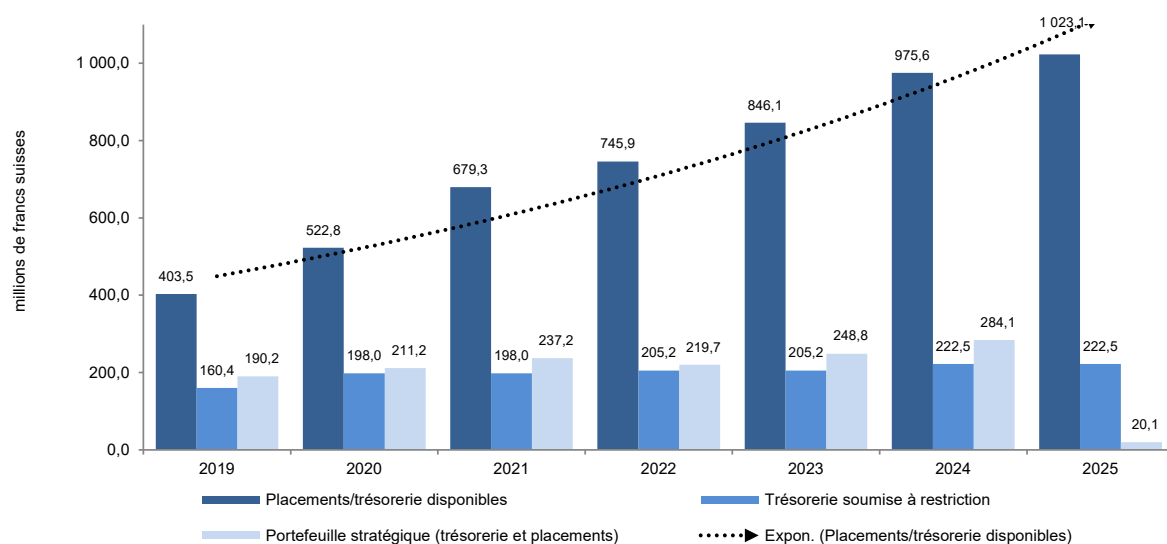
Au 31 décembre 2025, les comptes de fournisseurs et des encaissements par anticipation représentent un montant total de 461,7 millions de francs suisses, et comprennent essentiellement les recettes reportées pour le traitement des demandes internationales (selon les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye) à hauteur de 293,7 millions de francs suisses. Ce solde des recettes différées concerne principalement les taxes du système du PCT de 290,9 millions de francs suisses. Les recettes provenant des droits relatifs au traitement des demandes internationales sont reportées jusqu'à ce que la demande concernée soit publiée. À tout moment de l'année, un certain nombre de demandes selon le PCT ont été déposées auprès d'offices récepteurs ou de l'OMPI, mais sont toujours en attente de publication. Au 31 décembre 2025, il a été estimé qu'approximativement 207 500 demandes avec une date de dépôt en 2024 ou en 2025 restaient non publiées. À la fin de l'année 2024, approximativement 206 400 demandes déposées en 2023 ou 2024 étaient non publiées et le solde des recettes différées pour les taxes selon le système du PCT s'élevait à 291,1 millions de francs suisses.

Flux de trésorerie

Les principales entrées de trésorerie de l'Organisation proviennent des taxes du système PCT, avec une moyenne mensuelle de 34,3 millions de francs suisses en 2025, contre 35,0 millions de francs suisses en 2024. L'Organisation détient généralement ses avoirs sur des comptes bancaires à accès immédiat pour maintenir ses liquidités. En 2025, des montants ont également été détenus sur des comptes de dépôt à terme avec des échéances allant jusqu'à 12 mois et des fonds du marché monétaire afin d'optimiser les rendements tout en garantissant l'accès aux fonds en cas de besoin.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les investissements peuvent être présentés séparément en tant que trésorerie disponible, trésorerie soumise à restriction et trésorerie stratégique. Les fonds soumis à restriction comprennent le montant recommandé des réserves approuvé par l'Assemblée générale, à savoir 25% des dépenses biennales prévues, et les fonds destinés à garantir des liquidités suffisantes pour répondre aux besoins quotidiens de trésorerie de l'Organisation, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution et à la politique de l'OMPI en matière de réserves. Le portefeuille stratégique représente les fonds alloués au financement futur des engagements au titre des prestations après la cessation de service. Depuis 2025, le solde du portefeuille stratégique relatif à l'AMCS (341,5 millions de francs suisses) est considéré comme un actif du régime et réaffecté aux engagements nets au titre de l'AMCS; il n'est donc plus présenté dans la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements de l'Organisation.

Trésorerie disponible, soumise à restriction et trésorerie stratégique pour la période 2019-2025



DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE 2025

Étendue de la responsabilité

En ma qualité de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), j'ai l'obligation de rendre compte, conformément à la responsabilité qui m'est confiée en vertu du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier en vigueur en 2025, notamment par les dispositions suivantes :

Article 5.2

Le Directeur général établit un dispositif et système de contrôle interne conformément aux meilleures pratiques applicables en vigueur.

Article 5.3

Le Directeur général établit et signe une déclaration annuelle sur le contrôle interne, qui donne des garanties aux parties prenantes. La Déclaration sur le contrôle interne repose sur les garanties données par les fonctionnaires désignés et s'appuiera sur les avis concernant la gouvernance, la gestion des risques et l'environnement de contrôle de l'OMPI du point de vue de la supervision interne.

Objet du système de contrôle interne

Notre système de contrôle interne est conçu pour fournir des garanties raisonnables quant à la capacité de l'Organisation d'accomplir sa mission et d'atteindre ses résultats escomptés. Le but de ce système de contrôle interne est d'optimiser les risques et les opportunités conformément à la Déclaration de l'OMPI relative au risque accepté. En tant que tel, il vise à fournir des garanties raisonnables concernant les trois domaines suivants :

- la fiabilité de l'information fournie : les rapports sur les transactions financières et les résultats ne présentent aucune anomalie significative, erreur majeure ou omission;
- l'efficacité et la rationalité des processus opérationnels, la préservation des actifs et l'application des principes d'économie; et
- le respect du cadre réglementaire de l'OMPI.

Ma présente déclaration sur les processus de contrôle interne de l'OMPI, comme indiqué ci-dessus, s'applique à l'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2025 et à la date d'approbation des états financiers de l'Organisation pour 2025. Elle est présentée conformément aux éléments du cadre du contrôle interne du COSO¹ et au modèle des trois lignes de maîtrise².

A. ENVIRONNEMENT DE CONTRÔLE

Les responsables de secteur soutiennent mes efforts visant à renforcer une culture d'entreprise qui met l'accent sur l'importance d'une prise de décision fondée sur la gestion des risques, de contrôles internes rigoureux, de la résolution en temps opportun des faiblesses et d'une amélioration continue du système de contrôle interne.

Le dispositif d'application du principe de responsabilité à l'OMPI définit les éléments qui garantissent une bonne gouvernance en apportant des assurances raisonnables concernant la fiabilité des rapports, l'efficacité et la rationalité des opérations, le respect des politiques, règles et règlements applicables et la préservation des ressources. L'environnement de contrôle de l'OMPI repose sur un ensemble de contrôles clés, qui sont évalués chaque année et fournissent une assurance globale dans tous les domaines du référentiel du COSO.

Les valeurs essentielles de l'OMPI – "Tournés vers l'avenir", "Agir de manière responsable", "L'excellence au service des résultats" et "Unis dans l'action" – favorisent collectivement une culture de responsabilisation et de fortes valeurs éthiques.

Le Bureau de la déontologie, qui jouit d'une indépendance dans l'exercice de ses fonctions vis-à-vis de la direction, m'aide à faire en sorte que tous les fonctionnaires de l'OMPI respectent les plus hautes normes d'intégrité dans l'exercice de leurs fonctions, conformément au cadre réglementaire de l'OMPI, notamment la Convention instituant l'OMPI, le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, les normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et le code de déontologie de l'OMPI. En 2025, le Bureau de la déontologie a revu et mis à jour la formation obligatoire intitulée "Éthique et intégrité à l'OMPI", élargi et diversifié ses activités de sensibilisation, continué de dispenser des conseils confidentiels, géré l'exercice

¹ <https://www.coso.org/guidance-on-ic>

² <https://www.theia.org/globalassets/site/about-us/advocacy/three-lines-model-updated.pdf>

annuel de déclaration des intérêts financiers et autres (dont la portée a été étendue), et reçu et examiné des plaintes officielles pour représailles.

B. PLANIFICATION AXÉE SUR LES RÉSULTATS ET GESTION DES RISQUES

Les besoins en ressources sont déterminés par le programme de travail de fond dont la mise en œuvre est prévue au cours d'un exercice biennal, conformément au Plan stratégique à moyen terme (PSMT). L'approbation par les États membres du programme de travail et budget pour 2024-2025 a défini les paramètres de mise en œuvre pour l'exercice biennal et les processus de contrôle ancrés dans le Règlement financier et le règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI ont garanti la mise en œuvre des programmes de l'OMPI conformément aux approbations données.

En 2025, une évaluation des risques de fraude initiée par la direction a confirmé que le risque de fraude le plus important provenait de fraudeurs externes susceptibles de mettre au point de nouvelles techniques d'hameçonnage et de cyberattaque. L'OMPI a mis en place une réponse à plusieurs niveaux comprenant des formations de sensibilisation des employés, des mesures de protection techniques, des contrôles d'accès et une surveillance des incidents afin de détecter et de prévenir les activités frauduleuses.

Nous avons continué de mettre en œuvre la Déclaration de l'OMPI relative au risque accepté qui fixe le niveau de risque cible par résultat escompté et établit ainsi un lien intrinsèque entre la gestion des performances et la gestion calculée des risques. Les responsables ont été encouragés à cibler activement les risques conformément au niveau accepté, optimisant ainsi le coût des mesures d'atténuation. Les principaux risques organisationnels et les mesures prises pour y répondre sont exposés dans le programme de travail et budget et présentés dans le Rapport sur la performance de l'OMPI.

C. ACTIVITÉS DE CONTRÔLE

L'environnement de contrôle de l'OMPI est constitué d'un ensemble de 39 contrôles organisationnels essentiels, issus du cadre réglementaire de l'OMPI qui fournissent une assurance globale couvrant cinq composantes et 17 principes du cadre du COSO. Ces contrôles portent sur les risques les plus importants pour la réalisation de la mission et des résultats escomptés de l'OMPI et sont conçus pour fonctionner de manière cohérente dans l'ensemble de l'Organisation.

Au cours de l'année 2025, ces contrôles organisationnels essentiels ont fait l'objet d'une évaluation exhaustive portant sur leur conception, leur mise en œuvre et leur efficacité opérationnelle. Les tests ont confirmé que les contrôles sont correctement conçus, efficacement mis en œuvre et fonctionnent comme prévu. Aucune faiblesse significative n'a été détectée dans les contrôles organisationnels essentiels. Les résultats de ces tests constituent une base solide pour mon assurance globale, car ces contrôles sont au cœur de l'environnement de contrôle de l'OMPI, de ses processus d'évaluation des risques, de ses activités de contrôle, de ses dispositifs d'information et de communication, ainsi que de ses mécanismes de suivi.

Outre les contrôles organisationnels essentiels décrits ci-dessus, l'OMPI met en œuvre un ensemble plus large de contrôles opérationnels détaillés intégrés aux processus opérationnels dans tous les secteurs. Ces contrôles contribuent à la gestion quotidienne des risques liés, par exemple, aux opérations, aux finances, à la conformité, aux technologies de l'information, à la protection des données et à la sécurité.

La responsabilité du fonctionnement efficace de ces contrôles incombe à la direction, sous la houlette des responsables de secteur de l'OMPI. Tout au long de l'année 2025, les responsables de secteur ont veillé à ce que les contrôles relevant de leurs domaines de responsabilité respectifs soient mis en œuvre et fonctionnent efficacement, en s'appuyant sur des politiques, des procédures, des contrôles fondés sur les systèmes et des analyses de données. La maturité globale de ces contrôles témoigne de l'importance accordée aux mesures préventives et directives, complétées par des contrôles de détection appropriés, et reflète un cadre de contrôle interne solide et appliqué de manière cohérente dans l'ensemble de l'Organisation.

D. INFORMATION ET COMMUNICATION

Au sein du Secrétariat, les systèmes d'information et de communication de l'OMPI garantissent que les informations pertinentes pour les contrôles sont identifiées, saisies et communiquées en temps opportun afin de permettre au personnel de s'acquitter efficacement de ses responsabilités. Le Groupe de gestion des risques et le personnel ont accès aux rapports ainsi qu'aux registres relatifs aux risques et aux contrôles par l'intermédiaire de notre système d'analyse des données décisionnelles, ce qui permet une évaluation continue de l'évolution du paysage des risques.

Le rapport sur la performance de l'OMPI (WO/PBC/40/6) fournit des informations pertinentes et fiables qui sont diffusées en temps opportun afin de favoriser un contrôle interne efficace. Les réunions des organes directeurs garantissent un examen rigoureux et un retour d'information.

Le directeur de la sécurité supervise la mise en œuvre de stratégies pluriannuelles visant à tirer parti des technologies de pointe pour renforcer la protection des systèmes et des informations de l'Organisation contre les cybermenaces. Le directeur des données et l'administrateur chargé de la protection des données supervisent les questions de gouvernance des données et de protection de la vie privée, des domaines en constante évolution, qui sont encore renforcés au moyen d'une stratégie en matière de gouvernance des données et d'une attention accrue portée à la protection des données.

Le portefeuille de solutions de planification des ressources de l'Organisation (ERP) fournit un niveau élevé de contrôle, notamment des contrôles du système au niveau des transactions et des analyses des données. Un projet de transformation de la planification des ressources de l'Organisation est en cours en vue de remplacer le système ERP et de simplifier les procédures administratives. La solution de gestion des risques à l'échelle de l'Organisation garantit la prise en charge systématique des contrôles, leur évaluation et leur mise en rapport avec les risques.

E. SURVEILLANCE

En tant que Directeur général de l'OMPI, je suis responsable en dernier ressort de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne et mon appréciation est fondée sur les éléments suivants :

Première ligne	Les responsables de secteur qui, avec leurs équipes, s'attachent à réaliser les résultats escomptés de l'Organisation et ont signé des lettres de déclaration de responsabilité qui me fournissent des garanties. Ces lettres attestent que les responsables de secteur confirment, qu'en l'état actuel de leurs connaissances et convictions, les transactions financières et les rapports sur la performance relatifs au secteur dont ils ont la responsabilité ne contiennent aucune anomalie significative, erreur majeure ou omission. Je tiens également compte de l'engagement formel que prend chaque fonctionnaire investi de pouvoirs en matière de finances.
Deuxième ligne	Le rôle de la direction est de gérer les risques de l'Organisation, notamment en matière de respect de notre cadre réglementaire, de comportement éthique, de sécurité informatique, de durabilité et d'assurance de la qualité. Nous continuerons de simplifier les processus en utilisant l'analyse de données pour surveiller efficacement les activités de contrôle lancées par la première ligne. Le Groupe de gestion des risques a pour mission de promouvoir une culture de responsabilité en matière de gestion des risques à l'OMPI, d'assurer un examen et un suivi de la situation financière de l'OMPI ainsi que des principaux risques pouvant peser sur la réalisation des résultats escomptés.
Troisième ligne	La Division de la supervision interne (DSI) a notamment pour objectif d'évaluer l'efficacité et la rationalité des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle. En 2025, la DSI a mené diverses missions d'audit et d'assurance de différentes fonctions organisationnelles et dans des domaines de risque clés. Au nombre de celles-ci figuraient l'audit de la gestion des placements à l'OMPI, l'audit des principaux risques liés à la passation de marchés, l'audit de la gestion de la cybersécurité, l'examen des processus opérationnels du Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI, l'audit du Service d'enregistrement de La Haye, l'audit du Bureau de l'OMPI en Chine et l'examen du programme en faveur de l'engagement des jeunes. Le directeur de la DSI a conclu que les processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne de l'OMPI étaient globalement satisfaisants, mais qu'il convenait d'apporter certaines améliorations. Celles-ci concernaient notamment certains processus d'achat spécifiques et certaines activités opérationnelles et liées aux TIC et s'imposaient pour renforcer la cohérence, l'efficacité et la rationalité des contrôles. Mon équipe est convenue de mesures correctives et leur mise en œuvre rapide et efficace fera l'objet d'un suivi.
Supervision indépendante	<p>Vérificateur externe des comptes</p> <p>Le vérificateur externe des comptes a pour but d'apporter une garantie indépendante aux États membres et une valeur ajoutée à la gestion financière et à la gouvernance de l'OMPI, et de soutenir ses objectifs par la vérification externe des comptes. Dans le rapport du vérificateur externe des comptes de mai 2025 qui porte sur la période 2024, j'ai relevé la déclaration suivante : "Dans l'ensemble, nous n'avons observé aucune faiblesse significative dans les contrôles susceptible d'avoir une incidence sur notre opinion d'audit". Mes équipes continuent de concentrer leurs efforts sur la mise en œuvre effective des recommandations d'audit figurant dans ce rapport.</p> <p>Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS)</p> <p>Mon équipe de direction et moi-même collaborons régulièrement avec l'OCIS afin de l'appuyer dans l'accomplissement de sa mission qui consiste notamment à dispenser des conseils sur l'adéquation et l'efficacité de la gestion des risques et du contrôle interne, à analyser l'efficacité et l'indépendance opérationnelle de la fonction de supervision interne et à fournir une analyse et des conseils relatifs à la fonction de déontologie.</p> <p>Corps commun d'inspection (CCI)</p> <p>Le CCI a pour mandat de mener des évaluations, des inspections et des enquêtes à l'échelle du système et l'OMPI collabore activement avec les inspecteurs. Le Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations du Corps commun d'inspection (WO/PBC/40/5) donne un aperçu de l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations.</p>

L'assurance que je donne s'appuie sur l'avis général indépendant du directeur de la DSI concernant la gouvernance, la gestion des risques et le contrôle interne au sein de l'OMPI. Cet avis repose sur les travaux d'assurance accomplis par la DSI en 2025 ainsi que sur la réalisation d'un examen complet des processus de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle.

Conclusion

Compte tenu de ce qui précède, je conclus que, en l'état actuel de mes connaissances et convictions et des informations dont je dispose, il n'existe pas de carence de nature à nuire à la fiabilité des rapports financiers et sur la performance de l'Organisation ni de problème majeur qu'il conviendrait d'évoquer dans le présent document pour la période considérée.

Daren Tang
Directeur général
Date :

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT FINANCIER I : État de la situation financière

au 31 décembre 2025
(en milliers de francs suisses)

	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	76 567	100 450
Investissements	4	188 005	176 622
Créances et paiements anticipés	5	90 366	85 065
		<u>354 938</u>	<u>362 137</u>
Actifs non courants			
Investissements	4	1 001 125	1 205 092
Actifs incorporels	6	28 594	27 332
Immobilisations corporelles	7	313 578	318 396
		<u>1 343 297</u>	<u>1 550 820</u>
TOTAL ACTIF		<u>1 698 235</u>	<u>1 912 957</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	8	22 548	19 531
Prestations au personnel	9	22 258	19 841
Montants à transférer	10	103 254	104 041
Encaissements par anticipation	11	332 598	332 679
Provisions	12	99	333
Comptes courants		77 966	79 305
		<u>558 723</u>	<u>555 730</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	9	251 890	643 167
Encaissements par anticipation	11	3 341	3 400
		<u>255 231</u>	<u>646 567</u>
TOTAL PASSIF		<u>813 954</u>	<u>1 202 297</u>
Cumul des excédents		1 008 363	909 767
Réserve pour projets spéciaux		40 365	54 481
Excédent de réévaluation des réserves		8 056	8 056
Gains (pertes) actuariels par le biais des actifs nets		-178 845	-267 986
Fonds de roulement		6 342	6 342
ACTIFS NETS		<u>884 281</u>	<u>710 660</u>

Les notes correspondantes font partie intégrante des présents états financiers

Directeur général

ÉTAT FINANCIER II : État de la performance financière

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2025

(en milliers de francs suisses)

	Note	2025	2024
RECETTES			
Contributions statutaires		17 887	18 613
Contributions volontaires		9 925	10 092
Recettes des publications		599	526
Taxes			
Système du PCT		371 304	371 094
Système de Madrid		86 611	83 323
Système de La Haye		9 994	8 788
Système de Lisbonne		76	217
Sous-total des taxes		467 985	463 422
Arbitrage et médiation		2 755	2 781
Autres/divers produits		-1 546	1 239
TOTAL DES RECETTES		497 605	496 673
DÉPENSES			
	16		
Dépenses de personnel		245 998	252 836
Stages et bourses de l'OMPI		11 417	10 038
Voyages, formations et indemnités		15 569	16 905
Services contractuels		122 922	113 406
Dépenses de fonctionnement		26 634	24 530
Matériel et fournitures		4 576	2 294
Amortissement et dépréciation		10 297	10 052
Charges financières		349	274
TOTAL DES DÉPENSES		437 762	430 335
EXCÉDENT/(DÉFICIT) D'EXPLOITATION		59 843	66 338
Gains (pertes) sur les investissements	17	24 637	73 728
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE		84 480	140 066

ÉTAT FINANCIER III : État des variations concernant les actifs nets

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2025

(en milliers de francs suisses)

	Cumul des excédents	Réserve pour projets spéciaux	Excédent de réévaluation des réserves	Gains (pertes) actuariels par le biais des actifs nets	Fonds de roulement	Total des actifs nets
Actifs nets au 31 décembre 2023	802 314	21 868	8 056	-233 411	6 342	605 169
Excédent/(déficit) pour l'année 2024	148 441	-8 375	-	-	-	140 066
Transfert à destination ou en provenance de la réserve pour projets spéciaux	-42 471	42 471	-	-	-	-
Ajustement aux excédents cumulés	1 483	-1 483	-	-	-	-
Gains (pertes) actuariels	-	-	-	-34 575	-	-34 575
Actifs nets au 31 décembre 2024	909 767	54 481	8 056	-267 986	6 342	710 660
Excédent/(déficit) pour l'année 2025	93 815	-9 335	-	-	-	84 480
Transfert à destination ou en provenance de la réserve pour projets spéciaux	406	-406	-	-	-	-
Ajustement aux excédents cumulés	4 375	-4 375	-	-	-	-
Gains (pertes) actuariels	-	-	-	89 141	-	89 141
Actifs nets au 31 décembre 2025	1 008 363	40 365	8 056	-178 845	6 342	884 281

ÉTAT FINANCIER IV : État des flux de trésorerie

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2025

(en milliers de francs suisses)

	Note	2025	2024
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent (déficit) pour l'exercice	État financier II	84 480	140 066
Amortissement et dépréciation	6 et 7	10 297	10 052
(Augmentation) diminution des créances et des paiements anticipés	5	-5 301	-6 040
Augmentation (diminution) des encaissements par anticipation	11	-140	6 022
Augmentation (diminution) des dettes et charges à payer	8	3 017	-2 253
Augmentation (diminution) des montants à transférer	10	-787	135
Augmentation (diminution) des provisions	12	-234	69
Augmentation (diminution) des comptes courants		-1 339	3 488
Mouvements dans les prestations dues au personnel 1)		-299 718	32 956
Intérêts, dividendes, gains/pertes sur les investissements, gains/pertes de change 2)		-24 423	-75 695
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		-234 148	108 800
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Addition aux immobilisations corporelles	7	-4 661	-1 020
Cession d'immobilisations corporelles	7	28	64
(Augmentation) diminution des actifs incorporels	6	-2 109	-1 483
(Augmentation) diminution des placements	4	192 584	-170 412
Augmentation (diminution) de la juste valeur des placements	4	14 381	61 059
Dividendes et intérêts sur les placements	17	11 572	14 433
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement		211 795	-97 359
Flux de trésorerie nets des activités de financement			
		-	-
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		-1 530	203
Augmentation (diminution) nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
		-23 883	11 644
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année			
	3	100 450	88 806
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année			
	3	76 567	100 450

1) N'inclut pas l'effet de la comptabilisation des gains/pertes actuariels dans les actifs nets.

2) Les intérêts créditeurs, les dividendes reçus, l'intérêt payé sur les emprunts, l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les gains ou pertes sur les placements.

ÉTAT FINANCIER V : État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes 2025

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2025
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2025	Budget actualisé 2025	Recettes effectives sur une base comparable 2025	Différence 2025
	1)	2)		3)
Contributions statutaires	17 619	17 619	17 602	-17
Taxes				
Système du PCT	377 147	374 312	371 304	-3 008
Système de Madrid	86 781	85 100	86 611	1 511
Système de La Haye	8 573	8 870	9 994	1 124
Système de Lisbonne	100	100	76	-24
Sous-total des taxes	472 601	468 382	467 985	-397
Arbitrage et médiation	1 700	1 700	2 755	1 055
Publications	470	470	599	129
Autres/divers	995	995	-518	-1 513
TOTAL DES RECETTES	493 385	489 166	488 423	-743

1) Le budget initial correspond à la deuxième année du Programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2024-2025, tel qu'approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023. Les recettes de l'exercice biennal s'élèvent à 972,6 millions de francs suisses.

2) Le budget actualisé intègre des estimations de recettes actualisées pour les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye conformément aux prévisions d'octobre 2025 du Département de l'économie et de l'analyse de données.

3) Écart entre le budget actualisé pour 2025 et les recettes réelles sur une base comparable pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2025.

ÉTAT FINANCIER V : État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses 2025

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2025
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2025	Budget final 2025 après virements	Dépenses effectives sur une base comparable 2025	Différence 2025
	1)	2)	2025	3)
Secteur				
Brevets et technologie	107 410	120 601	99 786	20 815
Marques et dessins et modèles	39 797	41 371	35 257	6 114
Droit d'auteur et industries de la création	18 934	17 648	15 342	2 306
Développement régional et national	40 359	46 304	36 173	10 131
Infrastructure et plateformes	21 052	26 928	22 837	4 091
Enjeux et partenariats mondiaux	14 648	15 016	12 491	2 525
Écosystèmes de propriété intellectuelle et	25 637	29 712	26 878	2 834
Administration, finances et gestion	158 506	162 977	146 235	16 742
Non affecté	4 088	3 832	-	3 832
TOTAL DES DÉPENSES	430 431	464 389	394 999	69 390
EXCÉDENT/(DÉFICIT) NET	62 954	24 777	93 424	68 647
Gains/(pertes) liés aux placements 4)			38 843	
Comptes spéciaux et projets financés sur les réserves			-13 290	
Ajustements IPSAS à l'excédent 5)			-34 497	
SOLDE NET AJUSTÉ SELON LES NORMES IPSAS			84 480	

1) Le budget initial correspond au budget de la deuxième année du Programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2024-2025, tel qu'approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023. Le budget estimé de l'exercice biennal s'élève à 857,3 millions de francs suisses.

2) Le budget final après virements tient compte des virements budgétaires effectués à la date du 31 décembre 2025.

3) Écart entre le budget final après virements 2025 et les dépenses réelles sur une base comparable pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2025.

4) Les prévisions de gains/(pertes) de placement ont été exclus du programme de travail et budget pour 2024-2025.

5) Les ajustements apportés aux excédents en vertu des normes IPSAS sont détaillés dans la note n° 15 des présents états financiers.

ÉTAT FINANCIER V : État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes 2024-2025

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2025
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2024-2025	Budget actualisé 2024-2025	Recettes effectives sur une base comparable 2024-2025	Différence 2024-2025
	1)	2)		3)
Contributions statutaires	35 234	35 234	35 217	-17
Taxes				
Système du PCT	743 709	745 283	742 398	-2 885
Système de Madrid	170 657	168 520	169 934	1 414
Système de La Haye	16 431	17 370	18 782	1 412
Système de Lisbonne	200	200	293	93
Sous-total des taxes	930 997	931 373	931 407	34
Arbitrage et médiation	3 400	3 400	5 536	2 136
Publications	940	940	1 125	185
Autres/divers	2 015	2 015	1 809	-206
TOTAL DES RECETTES	972 586	972 962	975 094	2 132

1) Le budget initial correspond au programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2024-2025, tel qu'approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023. Les recettes de l'exercice biennal s'élèvent à 972,6 millions de francs suisses.

2) Le budget actualisé intègre des estimations de recettes actualisées pour les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye conformément aux prévisions d'octobre 2025 du Département de l'économie et de l'analyse de données.

3) Écart entre le budget actualisé 2024-2025 et les recettes réelles sur une base comparable pour l'exercice biennal qui s'est achevé le 31 décembre 2025.

ÉTAT FINANCIER V : État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses 2024-2025

pour l'exercice biennal s'achevant le 31 décembre 2025
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2024-2025 1)	Budget final 2024-2025 après virements 2)	Dépenses effectives sur une base comparable 2024-2025	Différence 2024-2025 3)
Secteur				
Brevets et technologie	214 036	223 250	200 837	22 413
Marques et dessins et modèles	79 230	78 869	71 449	7 420
Droit d'auteur et industries de la création	37 764	33 872	31 380	2 492
Développement régional et national	80 374	85 297	73 267	12 030
Infrastructure et plateformes	41 810	45 595	41 466	4 129
Enjeux et partenariats mondiaux	29 281	29 808	26 886	2 922
Écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation	50 771	54 470	51 702	2 768
Administration, finances et gestion	315 863	302 131	281 378	20 753
Non affecté	8 171	4 008	-	4 008
TOTAL DES DÉPENSES	857 300	857 300	778 365	78 935
EXCÉDENT/(DÉFICIT) NET	115 286	115 662	196 729	81 067
Gains/(pertes) liés aux placements 4)			112 571	
Comptes spéciaux et projets financés sur les réserves			-17 652	
Ajustements IPSAS à l'excédent 5)			-67 102	
SOLDE NET AJUSTÉ SELON LES NORMES IPSAS			224 546	

1) Le budget initial correspond au programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2024-2025, tel qu'approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023. Le budget de l'exercice biennal s'élève à 857,3 millions de francs suisses.

2) Le budget final après virements tient compte des virements budgétaires effectués à la date du 31 décembre 2025.

3) Écart entre le budget final après virements pour 2024-2025 et les dépenses réelles sur une base comparable pour l'exercice biennal qui s'est achevé le 31 décembre 2025.

4) Les prévisions de gains/(pertes) de placement ont été exclus du programme de travail et budget pour 2024-2025.

5) Les ajustements apportés aux excédents en vertu des normes IPSAS sont détaillés dans la note n° 15 des présents états financiers.

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note n° 1 : Objectifs et budget de l'Organisation

L'OMPI exerce ses activités conformément à la Convention instituant l'OMPI qui a été signée à Stockholm le 14 juillet 1967 et modifiée le 28 septembre 1979. L'OMPI a été reconnue comme institution spécialisée du système des Nations Unies en 1974. Basée à Genève, elle jouit des privilèges et immunités accordés en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de l'ONU de 1947 et de l'Accord de siège de 1970 conclu avec le Conseil fédéral suisse. Elle est notamment exemptée de la plupart des impôts directs et indirects. L'OMPI a également des bureaux extérieurs à Abuja, Alger, Beijing, Moscou, Rio de Janeiro, Singapour et Tokyo, ainsi qu'un bureau de coordination situé à New York.

La vision de l'OMPI est de contribuer à créer un monde où l'innovation et la créativité, d'où qu'elles viennent, sont stimulées par la propriété intellectuelle, dans l'intérêt général. À cette fin, l'OMPI joue un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un écosystème mondial de propriété intellectuelle équilibré et inclusif. L'OMPI travaille avec les États membres et les autres parties prenantes pour faire en sorte que la propriété intellectuelle soit considérée comme un outil permettant à chaque État membre de créer des emplois, attirer des investissements, stimuler la croissance des entreprises et, en définitive, de développer son économie et sa société pour un avenir meilleur et plus durable.

L'OMPI est financée par les taxes découlant des services qu'elle fournit, les contributions statutaires versées par ses États membres et les contributions volontaires des États membres et d'autres donateurs. Elle exerce ses activités dans le cadre d'un programme de travail et budget biennal qui prévoit les crédits représentant les autorisations de dépenses budgétaires approuvées par les assemblées pour l'exercice financier. L'approbation des crédits donne pouvoir au Directeur général d'engager et d'autoriser les dépenses et d'effectuer les paiements aux fins prévues, dans les limites des crédits.

Note n° 2 : Principales méthodes comptables

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont présentés en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'OMPI, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices établis.

Sauf indication contraire, les états financiers ont été établis sur la base du coût historique. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité.

La norme IPSAS 47 – *Produits*, a été publiée en mai 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2026. Elle a été appliquée par l'OMPI en 2025 et n'a pas d'incidence majeure sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 48 – *Frais de transfert*, a été publiée en mai 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2026. Elle a été appliquée par l'OMPI en 2025 et n'a pas d'incidence majeure sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 49 – *Régimes de retraite*, a été publiée en novembre 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2026. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 50 – *Exploration et évaluation des ressources minérales*, a été publiée en novembre 2024, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2027. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 51 – *Ressources naturelles corporelles détenues à des fins de conservation*, a été publiée en janvier 2026, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2028. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

Les modifications des normes IPSAS 43, IPSAS 47 et IPSAS 48, *Baux de concession et autres accords transférant des droits sur des actifs*, ont été publiées en octobre 2024, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2027. L'OMPI analyse actuellement les incidences de ces modifications.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Placements

Les placements sont classés en actifs à court terme et à long terme, en fonction de l'échéance des objectifs de placements. Si l'échéance est inférieure ou égale à un an, ils sont classés en tant qu'actifs à court terme et si elle est supérieure à un an, ils sont classés parmi les actifs à long terme.

Opérations en monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'OMPI est le franc suisse. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses au taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies, ou un taux de référence comparable utilisé sur les marchés financiers, en vigueur à la date de ces opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'OMPI, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Comptabilisation des produits

Conformément à la norme IPSAS 47, les contributions statutaires sont comptabilisées comme des produits provenant d'opérations assorties d'accords contraignants, tandis que toutes les autres catégories de produits, y compris les taxes et les contributions volontaires, sont comptabilisées comme des produits provenant d'opérations sans accords contraignants.

Les produits d'opérations qui incluent les taxes requises pour les demandes selon le système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), du système de Madrid et du système de La Haye sont comptabilisés à la date de publication. Les recettes provenant des taxes perçues pour des demandes non publiées à la date d'établissement des états financiers sont reportées jusqu'à la publication de la demande. La part de la taxe de dépôt selon le PCT couvrant les coûts de traduction des rapports de brevetabilité établis dans une langue autre que l'anglais reçus après publication est également reportée jusqu'à ce que la traduction soit terminée. Toutes les autres taxes selon les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye sont comptabilisées lorsque les services couverts par ces taxes ont été fournis. Les recettes provenant des publications sont comptabilisées une fois les marchandises fournies dans leur totalité. Les recettes provenant des services d'arbitrage et de médiation sont comptabilisées après fourniture des services liés à la soumission d'une demande qui sont couverts par les taxes perçues. Les frais de carte de crédit relatifs à des paiements reçus sont comptabilisés dans le poste "autres/diverses recettes".

Les produits provenant de contributions volontaires aux comptes spéciaux sont comptabilisés comme produits au moment de la réception des fonds à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques. Ces accords exigent la comptabilisation initiale d'un passif en vue de différer la comptabilisation des produits, ceux-ci étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation est remplie, sur la base des dépenses engagées.

Les contributions statutaires sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte l'évaluation.

Comptabilisation en charges

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Créances

Les créances comprennent les taxes dont les utilisateurs doivent s'acquitter pour bénéficier des services de propriété intellectuelle de l'OMPI dans le cadre des systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie exigible lorsque l'enregistrement de la demande internationale a été effectué pour les taxes relatives aux systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye.

Les créances incluent également les contributions statutaires non perçues. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie exigible. Il est constitué une provision pour créances irrécouvrables, égale aux contributions statutaires gelées par l'Assemblée générale en 1989 et 1991 auxquelles s'ajoutent les contributions à recevoir des États membres qui ont perdu le droit de vote conformément à l'article 11, alinéa 5), de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Immobilisations corporelles

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 10 000 francs suisses. Les profits et les pertes dégagés sur la cession sont déterminés par comparaison du produit de la cession à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans l'état des résultats financiers. Les actifs patrimoniaux, y compris les œuvres d'art léguées, ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Les terrains sont présentés à la valeur opérationnelle actuelle telle que déterminée par une évaluation indépendante en conformité avec les normes d'évaluation internationales. Toute modification de la valeur opérationnelle actuelle est comptabilisée directement dans les actifs nets par le biais de l'écart de réévaluation des réserves. Les bâtiments et constructions occupés sont évalués au coût de construction lorsqu'ils sont neufs, auquel s'ajoute le coût des améliorations ultérieures, diminué de l'amortissement cumulé. En ce qui concerne la comptabilisation initiale des bâtiments occupés au 1^{er} janvier 2010, date de passage aux normes IPSAS, la valeur à neuf est déterminée par référence à un coût présumé calculé par un consultant externe et qui représente la valeur de chaque composante à la construction ainsi que les améliorations existantes à la date de la comptabilisation initiale, déduction faite de l'amortissement cumulé basé sur la durée d'utilité restante de chaque composante. Les coûts ultérieurs des rénovations majeures et les améliorations apportées aux bâtiments et constructions qui augmentent ou prolongent les avantages économiques futurs ou le potentiel de service sont évalués au prix coûtant.

L'amortissement est déduit de manière à amortir la totalité du coût des immobilisations corporelles sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire. Lorsque des immobilisations ne sont utilisées qu'une partie de l'année (acquisition, cession ou mise hors service durant l'année), l'amortissement n'est déduit que pour les mois pendant lesquels l'immobilisation a été utilisée. Les gammes de durées d'utilité suivantes sont appliquées aux différentes catégories et éléments d'immobilisations :

Classe/Composante	Durée d'utilité estimée
Équipement	
Communications et équipement informatique	5 – 10 ans
Véhicules	15 ans
Meubles et mobilier	10 ans
Bâtiments	
Structure	50 – 100 ans
Façade	50 ans
Bornes du périmètre/Murs d'enceinte	20 – 80 ans
Amélioration des terrains	40 – 50 ans
Toiture	50 – 60 ans
Sols, murs, escaliers	50 ans
Finition des sols et des murs	20 – 40 ans
Aménagements spécialisés	15 – 40 ans
Chauffage et ventilation	25 – 30 ans
Installations sanitaires	40 ans
Installations électriques	25 – 50 ans
Ascenseurs	40 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont examinées pour toute dépréciation résultant d'événements ou de changements indiquant que la valeur comptable de l'actif n'est pas recouvrable. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, le cas échéant, la dépréciation. Toute dépréciation figure dans l'état de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées. L'amortissement est fourni sur une base linéaire de tous les actifs incorporels de durée déterminée, à des taux qui amortiront le coût ou la valeur des actifs durant leurs durées d'utilité. Les durées d'utilité des principales catégories d'actifs incorporels ont été estimées comme suit :

Classe	Durée d'utilité estimée
Logiciels acquis à l'extérieur	5 ans
Logiciels développés en interne	5 ans
Licences et droits	Durée des licences/droits

Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts engagés pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les logiciels ou licences de logiciel achetés à l'extérieur sont comptabilisés comme un actif s'ils ont un coût de 40 000 francs suisses ou plus par unité. Les coûts directement liés au développement en interne de logiciels destinés à être utilisés par l'OMPI sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels uniquement si les critères de comptabilisation au titre de la norme IPSAS 31 sont remplis, le seuil étant fixé à 0,25 million de francs suisses pour les projets financés sur les réserves et à 1,00 million de francs suisses pour les projets relevant du programme de travail et budget. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Les coûts de développement de logiciels qui répondent aux critères de comptabilisation applicables sont comptabilisés en tant que travaux en cours et ne font l'objet d'aucun amortissement tant que le développement n'est pas achevé.

Les droits d'utilisation de la propriété sur le Canton de Genève, acquis par l'Organisation par achat, ont été comptabilisés au coût historique et sont amortis sur la durée restante du prêt. Les droits d'utilisation de la propriété, octroyés par le Canton de Genève et acquis sans frais, qui reviennent au Canton à la fin du prêt, ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, soit généralement au prix de transaction. L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification. L'OMPI classe ses actifs financiers comme mesurés soit au coût amorti, soit à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. La classification dépend du modèle de gestion de l'OMPI pour les actifs financiers et des caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de ces actifs. L'OMPI évalue de manière prospective les pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers classés comme mesurés au coût amorti.

Passifs financiers

L'OMPI comptabilise initialement ses passifs financiers à leur juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés au coût amorti.

Instruments financiers dérivés

L'OMPI utilise des instruments financiers dérivés tels que les contrats de change à terme destinés à couvrir les risques de change. Ces instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur.

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), les primes de rapatriement et les voyages, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme, définies par un actuaire indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. L'obligation au titre de l'AMCS est présentée déduction faite de la juste valeur des actifs du régime et les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets. En outre, des provisions sont constituées pour les congés annuels cumulés, les congés dans les foyers différés, les heures supplémentaires réalisées mais non payées, les prestations versées pour la cessation de service et les récompenses, et pour les allocations d'études payables à la date d'établissement des états financiers qui n'ont pas été comptabilisées dans les dépenses courantes.

L'OMPI est une organisation affiliée participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la "Caisse") créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes à ses employés. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme indiqué à l'article 3.b) du règlement de la Caisse des pensions, peuvent s'affilier à la Caisse des pensions les institutions spécialisées ainsi que toute autre

organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose collectivement les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'OMPI et la Caisse, comme les autres organisations qui participent à cette dernière, ne sont pas en mesure d'identifier la part proportionnelle revenant à l'OMPI des obligations relatives à ces prestations, des actifs de la Caisse et des coûts associés à la Caisse de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'OMPI a donc comptabilisé les contributions à la Caisse comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel. Les contributions de l'OMPI à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

Contrats de location

Les accords qui confèrent le droit de contrôler un actif donné pendant une période donnée en échange d'une contrepartie sont comptabilisés comme des contrats de location. Les paiements au titre des contrats de location sont comptabilisés en tant que dépenses sur une base linéaire pendant la période de location.

Provisions

Si l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, les provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour liquider l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Comptes courants

L'Organisation offre aux déposants de demandes selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye les moyens de déposer des fonds sur des "comptes courants" pour lesquels l'Organisation joue le rôle de dépositaire dans l'attente de l'utilisation des fonds destinés à couvrir les taxes requises pour déposer des demandes individuelles et des renouvellements. Ces fonds sont détenus jusqu'au dépôt des demandes spécifiques. Dès réception de la demande et de l'autorisation de débiter le compte courant, une partie du solde du compte courant est réservée à la demande et n'est donc pas disponible pour d'autres opérations.

Le montant des fonds réservés au 31 décembre 2025 s'élevait à 11,8 millions de francs suisses.

Actifs nets

Les actifs nets de l'Organisation représentent le solde de ses réserves, qui comprennent les réserves (excédents cumulés, réserve pour projets spéciaux et écart de réévaluation) et les fonds de roulement. L'Organisation comptabilise par ailleurs les gains et pertes actuariels directement dans les actifs nets. L'Organisation gère ses niveaux de réserves conformément à sa politique en matière de réserves.

Les excédents cumulés de l'Organisation représentent le résultat net cumulé des opérations durant l'année considérée et les périodes précédentes après l'incidence des normes IPSAS. La politique de l'OMPI en matière de réserves établit les principes et le mécanisme d'approbation de l'utilisation des réserves pour financer des projets ponctuels d'améliorations essentielles et des situations exceptionnelles. La réserve pour projets spéciaux contient les crédits alloués aux projets à financer au moyen des réserves, déduction faite des dépenses cumulées. L'écart de réévaluation des réserves comprend les résultats de la réévaluation du terrain appartenant à l'Organisation sur lequel le nouveau bâtiment a été construit. Les fonds de roulement sont créés afin d'assurer le financement des crédits en cas de déficit temporaire de trésorerie et pour toutes autres fins décidées par les assemblées des États membres et des unions. Les fonds de roulement sont financés au moyen de contributions et sont détenus par l'OMPI pour le compte des États membres des différentes unions.

Information sectorielle

L'information sectorielle repose sur les unions qui composent l'OMPI. Les recettes et les dépenses de l'Organisation sont réparties entre les unions, selon une méthode de répartition approuvée par l'Assemblée générale de l'OMPI (Programme de travail et budget pour 2024-2025, annexe IV). La méthode consiste à répartir les recettes et les dépenses par secteur, puis par union, sur la base d'une combinaison de critères tels que les recettes et les dépenses directes, les effectifs et la capacité de paiement de chacune des unions. Les gains et pertes de change sont répartis entre les unions en fonction de la valeur nette de leur actif, tandis que les gains ou pertes sortis du bilan sont imputés directement à chaque union. Les dépenses directes des unions sont réparties entre les unions soit en intégralité, soit sur la base d'estimations des secteurs. Les dépenses administratives directes sont réparties entre les unions sur la base de l'effectif relatif. Les dépenses indirectes de l'union et les dépenses administratives indirectes sont réparties entre les unions sur la base du principe de la "capacité de paiement". Si l'union dispose d'un niveau de réserves supérieur au montant recommandé, elle est réputée être à même de financer les activités indirectes n'étant pas directement liées à l'union. La "capacité de paiement" représente la différence entre les recettes prévisionnelles

biennales d'une union, d'une part, et les dépenses directes de l'union et ses dépenses administratives directes, d'autre part. La mesure dans laquelle cet appui peut être fourni par chaque union est fonction de la proportion relative dans laquelle ses recettes dépassent ses dépenses directes. Les seuls frais intersegments représentent les coûts d'appui aux programmes encourus par les unions à l'appui des comptes spéciaux. Les coûts d'appui aux programmes sont imputés aux comptes spéciaux sur la base d'un pourcentage des dépenses directes totales spécifiées dans l'accord avec le donateur qui verse la contribution volontaire. Les actifs et les passifs de l'OMPI ne sont pas alloués à des segments individuels, puisque le budget total appartient à l'Organisation dans son ensemble; cependant, la part de chaque union de l'actif net de l'Organisation, y compris les réserves et les fonds de roulement, est comptabilisée par segment.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Le caractère raisonnable des bases sur lesquelles reposent les estimations et les hypothèses est évalué lors de la préparation des états financiers. Les estimations comprennent, sans pour autant s'y limiter : les engagements relatifs à l'AMCS, les primes de rapatriement et les provisions pour les voyages ainsi que les engagements relatifs aux congés annuels cumulés (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), les autres engagements au titre des prestations dues au personnel, les provisions pour les procédures judiciaires, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

Tous les soldes sont libellés en milliers de francs suisses, ce pour quoi il peut y avoir de petites différences lorsque les chiffres sont arrondis.

Changement de présentation

En juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé la création d'une entité distincte, devant être établie sous la forme d'un régime multiemployeur, chargée de gérer les fonds provisionnés pour financer les obligations au titre de l'AMCS. Le régime d'assurance maladie après la cessation de service de l'OMPI/UPOV a donc été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2025. La détention de ces fonds dans une entité distincte permet de les désigner comme des actifs du régime, comme le prévoit la norme IPSAS 39, et la présentation des états financiers est modifiée de manière à présenter le passif de l'assurance maladie déduction faite des provisions constituées à cet effet, en reclassant une partie de la trésorerie stratégique de l'OMPI et des placements en engagements au titre des prestations dues au personnel. En outre, les gains sur les placements se rapportant à ces actifs du régime sont reclassés en dépenses de personnel et les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets sur la base des calculs effectués par un actuaire externe. Le total du portefeuille stratégique de l'OMPI et des engagements nets au titre de l'AMCS comptabilisés dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 est détaillé ci-dessous :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Portefeuille stratégique (solde de trésorerie)	911	10 415
Portefeuille stratégique (placements à long terme)	19 192	273 717
Portefeuille stratégique total 1)	20 103	284 132
Obligation au titre des prestations définies de l'AMCS	576 891	624 363
Actifs du régime d'AMCS	341 540	-
Obligation nette au titre de l'AMCS	235 351	624 363

1) Le portefeuille stratégique au 31 décembre 2025 ne comprend pas les 341,5 millions de francs suisses reclassés en actifs du régime d'AMCS.

Note n° 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Fonds en caisse	22	33
Dépôts auprès de banques	33 343	20 318
Dépôts à terme, moins de 3 mois	41 000	55 000
Comptes à préavis	1 291	14 684
Total de la trésorerie d'exploitation et principale	75 656	90 035
Dépôts auprès de banques	911	10 415
Total des investissements stratégiques	911	10 415
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	76 567	100 450

Note n° 4 : Placements

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Investissements à court terme (trésorerie d'exploitation)	188 228	178 746
Instruments financiers dérivés	-223	-2 124
Investissements courants	188 005	176 622
Portefeuille des investissements à moyen terme (trésorerie principale)	981 933	931 375
Portefeuille des investissements à long terme (trésorerie stratégique)	19 192	273 717
Investissements non courants	1 001 125	1 205 092
Total des investissements	1 189 130	1 381 714

Les instruments financiers dérivés sont des contrats de change à terme. L'évolution de la valeur de la trésorerie d'exploitation, du portefeuille de base et des placements stratégiques de portefeuille au cours de l'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2025 se présente comme suit :

	Investissements de la trésorerie d'exploitation	Investissements de trésorerie principale	Investissements stratégiques
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>		
Juste valeur des investissements au 31 décembre 2024	178 746	931 375	273 717
Transferts au profit des actifs du régime d'AMCS	-	-	-257 624
Achats au titre des investissements	83 641	500 698	5 606
Dividendes sur les investissements	-	2 596	107
Sortie d'investissements	-74 035	-461 586	-3 130
Gains (pertes) de change sur les investissements	-338	-4 587	-428
Augmentation/(diminution) de la juste valeur	214	13 437	944
Juste valeur des investissements au 31 décembre 2025	188 228	981 933	19 192

Note n° 5 : Créances et paiements anticipés

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Contributions statutaires	1 391	2 216
Contributions volontaires	-	7
Débiteurs du PCT	61 180	57 829
Débiteurs de Madrid	219	167
Autres créances	21 797	18 545
Avances et paiements anticipés	5 779	6 301
Total des créances et paiements anticipés	90 366	85 065

Les autres créances comprennent les impôts remboursables, les fonds avancés à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), les créances de carte de crédit et les autres créances. Les avances et paiements anticipés comprennent les avances accordées aux fonctionnaires au titre des indemnités pour frais d'étude, les fonds avancés au Programme des Nations Unies pour le développement, les fonds avancés au titre d'accords de partenariat et les autres charges payées d'avance.

Note n° 6 : Immobilisations incorporelles

Mouvements en 2025	Droits de superficie	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels développés en interne	Actifs incorporels en cours de développement	Total
	(en milliers de francs suisses)				
31 décembre 2024					
Valeur comptable brute	34 290	841	5 999	4 154	45 284
Amortissements cumulés	-12 676	-778	-4 498	-	-17 952
Valeur comptable nette	21 614	63	1 501	4 154	27 332
Mouvements en 2025					
Entrées	-	-	-	2 109	2 109
Transferts	-	-	4 154	-4 154	-
Sorties	-	-	-	-	-
Amortissement des sorties	-	-	-	-	-
Amortissement	-439	-22	-386	-	-847
Total des mouvements en 2025	-439	-22	3 768	-2 045	1 262
31 décembre 2025					
Valeur comptable brute	34 290	841	10 153	2 109	47 393
Amortissements cumulés	-13 115	-800	-4 884	-	-18 799
Valeur comptable nette	21 175	41	5 269	2 109	28 594

Mouvements en 2024	Droits de superficie	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels développés en interne	Actifs incorporels en cours de développement	Total
(en milliers de francs suisses)					
31 décembre 2023					
Valeur comptable brute	34 290	841	4 419	4 251	43 801
Amortissements cumulés	-12 236	-757	-4 419	-	-17 412
Valeur comptable nette	22 054	84	-	4 251	26 389
Mouvements en 2024					
Entrées	-	-	-	1 483	1 483
Transferts	-	-	1 580	-1 580	-
Sorties	-	-	-	-	-
Amortissement des sorties	-	-	-	-	-
Amortissement	-440	-21	-79	-	-540
Total des mouvements en 2024	-440	-21	1 501	-97	943
31 décembre 2024					
Valeur comptable brute	34 290	841	5 999	4 154	45 284
Amortissements cumulés	-12 676	-778	-4 498	-	-17 952
Valeur comptable nette	21 614	63	1 501	4 154	27 332

Les droits de superficie relatifs à la parcelle 4008 au Petit-Saconnex dans la ville de Genève ont été acquis de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en 1996. Ces droits avaient été octroyés à l'OMM par la République et Canton de Genève. À la date de l'achat, les droits initiaux étaient encore valables pour 78 ans, jusqu'en 2073, sauf prorogation par le Canton. La République et Canton de Genève a octroyé à l'OMPI les droits de superficie relatifs au terrain sur lequel se situent les bâtiments Árpád Bogsch et Georg Bodenhausen. Ces droits de superficie ont été octroyés à l'Organisation sans contrepartie financière, et aucune valeur n'a été comptabilisée dans les états financiers. Ces droits sont valables jusqu'en 2032, date à laquelle ils expireront s'ils ne sont pas renouvelés d'un commun accord entre l'OMPI et la République du Canton de Genève. L'Organisation ne peut disposer des droits au moyen d'une vente ou d'un transfert sans en avertir, au moins un an à l'avance, l'État de Genève, qui détient un droit de préemption, à moins que la vente ou le transfert ne soit effectué au profit d'une autre organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève.

Note n° 7 : Immobilisations corporelles

Mouvements en 2025	Bâtiments	Terrains	Équipement	Total
<i>(en milliers de francs suisses)</i>				
31 décembre 2024				
Valeur comptable brute	408 293	21 610	4 652	434 555
Amortissements cumulés	-112 379	-	-3 780	-116 159
Valeur comptable nette	295 914	21 610	872	318 396
Mouvements en 2025				
Entrées	4 002	-	659	4 661
Sorties	-	-	-461	-461
Amortissement sorties	-	-	433	433
Amortissement et dépréciation	-9 262	-	-189	-9 451
Total des mouvements en 2025	-5 260	-	442	-4 818
31 décembre 2025				
Valeur comptable brute	412 295	21 610	4 850	438 755
Amortissements cumulés	-121 641	-	-3 536	-125 177
Valeur comptable nette	290 654	21 610	1 314	313 578
Mouvements en 2024				
<i>(en milliers de francs suisses)</i>				
31 décembre 2023				
Valeur comptable brute	407 338	21 610	5 049	433 997
Amortissements cumulés	-103 137	-	-3 908	-107 045
Valeur comptable nette	304 201	21 610	1 141	326 952
Mouvements en 2024				
Entrées	955	-	65	1 020
Sorties	-	-	-462	-462
Amortissement sorties	-	-	398	398
Amortissement et dépréciation	-9 242	-	-270	-9 512
Total des mouvements en 2024	-8 287	-	-269	-8 556
31 décembre 2024				
Valeur comptable brute	408 293	21 610	4 652	434 555
Amortissements cumulés	-112 379	-	-3 780	-116 159
Valeur comptable nette	295 914	21 610	872	318 396

L'OMPI détient du matériel totalement amorti encore utilisé d'une valeur comptable brute de 2,5 millions de francs suisses. Les bâtiments comprennent des travaux en cours d'une valeur comptable nette de 3,5 millions de francs suisses. Le terrain sur lequel le nouveau bâtiment a été construit a initialement été acquis par l'Organisation pour 13,6 millions de francs suisses en 1998, mais il est détenu à sa valeur opérationnelle actuelle, évaluée sur la base des normes d'évaluation internationales par un évaluateur indépendant. Le résultat net des réévaluations atteignant 8,0 millions de francs suisses au total est inclus dans l'écart de réévaluation qui fait partie de l'actif net de l'OMPI. La plus récente évaluation de ce terrain, effectuée par un évaluateur indépendant en 2023, indiquait une valeur opérationnelle actuelle de 21,6 millions de francs suisses. La valeur a été estimée par comptabilisation à un rendement d'investissement approprié des recettes potentielles prévues provenant de la propriété. Le revenu potentiel est calculé sur la base des locations comparables sur le marché, en tenant compte de la qualité des espaces et de leur

emplacement. Le rendement a été choisi par rapport à la qualité perçue et à la durée du revenu, ainsi qu'au potentiel de croissance des loyers, et a été recoupé avec les résultats de ventes comparables.

L'OMPI détient des objets patrimoniaux qui représentent des articles offerts ou prêtés à l'Organisation par des représentants d'États membres, par d'autres entités publiques ou privées ou par des particuliers. Ces objets patrimoniaux détenus par l'OMPI sont notamment des peintures, des sculptures, des objets de décoration, des documents historiques et d'autres œuvres d'art. Au 31 décembre 2025, l'Organisation détenait au total 911 objets patrimoniaux. L'OMPI ne détient pas ces objets patrimoniaux dans le but d'en tirer des avantages économiques, et ceux-ci ne présentent aucun potentiel d'utilisation dans le cadre des activités de l'OMPI. Par conséquent, conformément à la norme IPSAS 45, l'OMPI ne comptabilise pas ces objets patrimoniaux dans l'état de la situation financière. Les 911 objets sont classés comme suit :

Nombre d'objets patrimoniaux	2025	2024
Œuvres d'art encadrées	257	234
Objets décoratifs	136	126
Autres objets commémoratifs	102	86
Sculptures	85	84
Tapisseries et tapis	43	42
Mobilier	38	38
Céramique/porcelaine	40	33
Arts primitifs	25	25
Argenterie	21	21
Autres œuvres d'art	164	156
Total	911	845

En vertu de la politique de l'OMPI en matière de gestion des biens et du manuel sur la gestion des biens de l'OMPI, l'Organisation dispose de processus et de procédures de gestion des objets patrimoniaux, notamment afin de déterminer en dernier ressort si un objet est une œuvre d'art. Les objets patrimoniaux sont conservés dans un local à accès contrôlé jusqu'à ce qu'une décision soit prise concernant leur placement. Les objets patrimoniaux sont inclus dans le processus d'inventaire physique annuel de l'Organisation, et des confirmations officielles attestant que les objets patrimoniaux sont détenus par l'OMPI sont fournies aux donateurs sur demande.

Note n° 8 : Dettes fournisseurs et charges à payer

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Créditeurs commerciaux – Comptes de créanciers	20 253	17 815
Passifs transitoires divers	1 910	1 410
Autres créditeurs commerciaux	385	306
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	22 548	19 531

Les dettes fournisseurs et charges à payer englobent les factures non réglées des fournisseurs, y compris la réévaluation des factures dues dans d'autres monnaies que le franc suisse.

Note n° 9 : Prestations au personnel

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Congé annuel (fonctionnaires)	1 601	1 615
Congé annuel (personnel temporaire)	539	475
Prestations versées à la cessation de service	425	511
Caisse de retraite fermée	283	294
Prime de rapatriement et voyage	2 998	3 337
Congé dans les foyers	2 950	737
Heures supplémentaires et heures de crédit	27	99
Indemnité pour frais d'études	2 228	2 412
Récompenses	534	540
Assurance maladie après cessation de service	10 570	9 718
Autres prestations au personnel	103	103
Total, obligations au titre des prestations au personnel sous contrat	22 258	19 841
Caisse de retraite fermée	1 700	1 481
Congé annuel (fonctionnaires)	14 482	15 571
Prime de rapatriement et voyage	10 927	11 470
Assurance maladie après cessation de service	224 781	614 645
Total, obligations au titre des prestations au personnel plus sous contrat	251 890	643 167
Total, obligations au titre des prestations au personnel	274 148	663 008

Les prestations à long terme dues au personnel comprennent l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), la prime de rapatriement et voyage et les congés annuels (postes) :

AMCS : les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'AMCS s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, l'Organisation prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie.

Prime de rapatriement et voyage : l'Organisation a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement, voyage et déménagement à certains fonctionnaires recrutés au niveau international, au moment de leur cessation de service.

Congé annuel (postes) : les congés annuels font partie de la catégorie des prestations à long terme dues aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée. Les fonctionnaires en poste peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Au moment de la cessation de service, le fonctionnaire en poste qui a accumulé

des jours de congé annuel peut recevoir un paiement pour les jours de congé annuel accumulés au lieu d'un montant équivalent à son traitement, jusqu'à un maximum de 60 jours.

Les engagements au titre des prestations au personnel relatifs à l'AMCS, à la prime de rapatriement et voyage et aux congés annuels (postes) sont calculés par un actuaire indépendant. La valeur actuelle de ces engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées. Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour les engagements au titre des prestations au personnel. On trouvera une description des facteurs ayant une incidence sur l'ampleur de l'engagement au titre de l'AMCS sous la rubrique "Examen et analyse" qui précède les présents états financiers. Les principales hypothèses actuarielles appliquées au calcul de ces engagements sont détaillées ci-dessous. Les taux d'actualisation ont été déterminés au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Assurance maladie après cessation de service		
Taux d'actualisation	1,90%	1,50%
Monnaie du taux d'actualisation	CHF, EUR, USD (pondéré)	CHF, EUR, USD (pondéré)
Taux tendanciel des dépenses de santé – initial	2,20%	2,40%
Taux tendanciel des dépenses de santé – final	2,20%	2,40%
Remboursement annuel des frais médicaux (par âge) :	Coût (CHF)	Coût (CHF)
50	6 317	6 169
55	7 111	6 944
60	8 486	8 287
65	10 324	10 082
70	12 558	12 264
75	14 138	13 807
80	19 441	18 985
85+	20 229	19 755
Prime de rapatriement et voyage		
Taux d'actualisation	5,20%	5,40%
Monnaie du taux d'actualisation	USD	USD
Taux d'augmentation des salaires	3,56%	3,62%
Congé annuel (fonctionnaires)		
Taux d'actualisation	1,10%	0,80%
Monnaie du taux d'actualisation	CHF	CHF
Taux d'augmentation des salaires	Dont :	Dont :
	Inflation	Inflation
	0,70%	1,00%
	Productivité	Productivité
	0,50%	0,50%
	Mérite	Mérite
	0,97%-6,07%	0,97%-6,07%

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'AMCS comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Coût des intérêts net	5 195	9 953
Coût de service courant	28 441	27 722
Dépenses comptabilisées dans l'État de la performance financière	33 636	37 675

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'engagement net au titre des prestations définies dans le cadre de l'AMCS, y compris l'impact des gains (pertes) actuariels comptabilisés dans l'état de la situation financière :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Obligation au titre des prestations définies au début de l'année	624 363	557 305
Coût des intérêts	9 293	9 953
Coût de service courant	28 441	27 722
Prestations payées	-6 052	-5 192
Gains (pertes) actuariels relatifs aux obligations :		
Expériences (profits) / pertes	-337	-4 837
<i>Taux tendanciel des dépenses de santé</i>	-23 678	-29 847
<i>Taux d'actualisation</i>	-45 801	35 754
<i>Autres</i>	-428	-250
financières	-69 907	5 657
<i>Remboursement des frais médicaux</i>	-	33 156
<i>Ajustement lié à la mortalité</i>	-8 712	-
<i>Autres hypothèses démographiques</i>	-198	599
démographiques	-8 910	33 755
Obligation au titre des prestations constatées en fin d'année	576 891	624 363
Comptabilisation initiale des actifs du régime au début de l'année	267 426	-
Produits d'intérêts	4 098	-
Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêts	9 987	-
Contributions de l'OMPI	66 081	-
Prestations payées	-6 052	-
Actifs du régime constatés en fin d'année	341 540	-
Position débitrice nette comptabilisée dans l'état de la situation financière	235 351	624 363

Comme le montre le tableau ci-dessus, les pertes actuarielles les plus importantes en 2025 qui ont une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies sont dues à une hausse du taux d'actualisation, qui est passé de 1,50% à 1,90%, ainsi qu'à une baisse des taux tendanciels du coût des soins médicaux qui sont passés de 2,40% à 2,20%. La durée de la moyenne pondérée des obligations relatives à des prestations définies au 31 décembre 2025 était de 19 ans. Les contributions, qui représentent la part des primes d'assurance maladie payée par l'Organisation, se sont élevées à 6,1 millions de francs suisses pour 2025 (5,2 millions de francs suisses en 2024). Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2025 et les quatre années précédentes :

	2025	2024	2023	2022	2021
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>				
Obligation au titre des prestations définies	576 891	624 363	557 305	468 634	573 723
(Gains) pertes liés à l'expérience par rapport aux engagements prévus	-337	-4 837	-4 223	-3 748	-4 430

Le régime d'assurance maladie après la cessation de service de l'OMPI/UPOV a été mis en place le 1^{er} janvier 2025, en tant qu'entité distincte, établie sous la forme d'un régime multiemployeur auquel l'OMPI et l'UPOV participent. Le régime d'AMCS est chargé de la gestion des fonds versés par les États membres de l'OMPI et les membres de l'UPOV pour financer les engagements au titre de l'AMCS de chaque organisation. L'obligation au titre de l'AMCS reste à la charge de l'OMPI et de l'UPOV respectivement, et non du régime d'AMCS, qui est uniquement chargé de la gestion des fonds provisionnés pour financer l'AMCS. Conformément à la norme IPSAS 39, à compter de la date de création du régime d'AMCS, les fonds de l'OMPI destinés à financer l'AMCS satisfont aux critères de comptabilisation en tant qu'actifs du régime, et pour 2025, l'engagement de l'OMPI au titre de l'AMCS est présenté déduction faite de ces fonds.

Les contributions de l'OMPI aux actifs du régime sont calculées sur la base d'un pourcentage des dépenses de personnel effectives, qui a été fixé à 10% en 2025, déduction faite de la part de la prime versée par l'Organisation au titre de l'AMCS. En outre, en juillet 2025, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé un financement supplémentaire pour les engagements à long terme au titre des prestations dues au personnel d'un montant total de 50,0 millions de francs suisses, dont 47,1 millions de francs suisses correspondaient à la part attribuable aux actifs du régime de l'OMPI. La stratégie de financement des engagements à long terme au titre des prestations dues au personnel de l'OMPI repose sur les résultats d'études de gestion de l'actif et du passif réalisées par un actuaire externe au moins tous les trois ans, la dernière ayant été achevée en 2025. L'engagement au titre de l'AMCS calculé dans l'étude de gestion actif passif diffère de celui présenté dans les états financiers de l'OMPI conformément à la norme IPSAS 39, car le modèle d'évaluation de la gestion actif passif inclut l'incidence des nouveaux arrivants et repose sur le coût des primes d'assurance plutôt que sur les coûts médicaux sous-jacents. La catégorie d'actifs et la juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2025 sont présentées dans le tableau suivant :

31 décembre 2025		
Catégorie d'actif	Juste valeur	Pourcentage du total des actifs du régime
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 485	4,5%
Fonds de placement :		
Obligations		
Obligations en francs suisses	112 470	32,9%
Prêts garantis de premier rang	48 546	14,2%
Obligations des marchés émergents	48 705	14,3%
Capitaux propres	66 533	19,5%
Immobilier	49 801	14,6%
Total des actifs du régime	341 540	100,0%

Dans le cadre du contrat d'assurance médicale de l'OMPI, un fonds de réserve est constitué à partir des cotisations d'assurance des participants (personnel en activité, retraités et personnes à charge) et de l'Organisation. Lorsque les primes d'assurance effectivement versées sont supérieures aux primes théoriques calculées conformément à la formule contractuelle, les réserves financières qui en résultent augmentent le solde du fonds. Ce fonds de réserve peut être utilisé pour financer tout ou partie des augmentations futures des primes, mais son solde ne peut devenir négatif. Le solde du fonds de réserve au 31 décembre 2025 s'élevait à 0,5 million de francs suisses. Le fonds de réserve n'est pas comptabilisé dans les états financiers de l'OMPI et ce n'est qu'à l'expiration du contrat d'assurance que le solde du fonds de réserve est versé à l'OMPI.

Les analyses de sensibilité ci-après montrent comment le montant de l'obligation au titre des prestations définies de l'AMCS aurait évolué en fonction de changements au niveau des hypothèses actuarielles significatives, du taux d'actualisation et du taux tendanciel du coût des soins médicaux. Les variations en pourcentage utilisées dans l'analyse sont considérées comme raisonnables compte tenu de l'évolution passée :

	Diminution de 1% du taux	Taux d'actualisation tel qu'appliqué	Augmentation de 1% du taux
	0,90%	1,90%	2,90%
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>		
Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2025	701 395	576 891	481 286
Pourcentage de variation	21,6%		-16,6%

	Diminution de 1% du taux tendanciel du coût	Taux tendanciel du coût des soins de	Augmentation de 1% du taux tendanciel du coût
	1,20%	2,20%	3,20%
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>		
Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2025	484 194	576 891	694 824
Pourcentage de variation	-16,1%		20,4%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuaire indépendant de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le comité mixte a généralement effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse seront suffisants pour honorer son passif à perpétuité. La politique de financement publiée par la Caisse (disponible sur le site Web de la Caisse) définit les méthodes, les processus et les objectifs utilisés pour surveiller la situation financière et les risques associés. Elle inclut également la pratique consistant à utiliser la valeur actuarielle des actifs, qui lisse les gains et les pertes à court terme sur les placements afin de rendre compte de la solvabilité à long terme.

Sur le plan financier, l'OMPI est tenue de verser à la Caisse des pensions sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Il n'a jamais été nécessaire d'invoquer l'article 26 et aucun paiement compensatoire n'a jamais été demandé.

La dernière évaluation actuarielle en date a été effectuée le 31 décembre 2023. L'évaluation au 31 décembre 2025 est en cours de réalisation. Les données sur la participation du 31 décembre 2023 ont été reportées au 31 décembre 2024 par la Caisse pour l'établissement de ses états financiers de 2024.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2023 faisait état d'un ratio de capitalisation des actifs actuariels par rapport aux passifs actuariels de 111,0% lorsque les ajustements futurs prévus des pensions (indexation des prestations sur le coût de la vie) ont été pris en considération. Le ratio de capitalisation indiqué était de 152,0% lorsque le système actuel d'ajustement des pensions n'était pas pris en considération et serait la mesure utilisée pour établir l'équilibre actuariel en vertu de l'article 26.

À la suite de son évaluation actuarielle de la caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2023, il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement en cours de la Caisse ou en raison de la cessation de l'affiliation, les paiements dus à titre compensatoire de la part de chaque organisation membre seraient calculés au prorata des cotisations que l'organisation membre a versées aux cotisations totales de la Caisse des pensions pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Les cotisations totales versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2022, 2023 et 2024) s'élevaient à 10 191,93 millions de dollars É.-U. et les cotisations de l'OMPI ont représenté 1,51% de ces cotisations (cotisations des participants et de l'OMPI).

En 2025, le montant des cotisations de l'OMPI (cotisations de l'OMPI seule) versées à la Caisse commune des pensions était de 30,5 millions de francs suisses (contre 31,2 millions de francs suisses en 2024). En 2026, les cotisations à payer devraient représenter quelque 32,0 millions de francs suisses.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs totaux de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à l'organisation affiliée pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le comité mixte sur la base d'une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; le montant ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport à la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse www.unjspf.org/fr/.

Note n° 10 : Montants à payer

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Taxes relatives à l'Union de Madrid	65 007	60 818
Dépôts relatifs à l'Union de Madrid	19 442	21 391
Répartition Union de La Haye	1 645	1 160
Taxes de répartition des unions de Madrid et de La Haye	13 547	16 243
Dépôts auprès du Centre d'arbitrage et de médiation	1 623	1 718
Administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT	910	1 825
administrations chargées de la recherche internationale	1 054	883
Taxes relatives à l'Union de Lisbonne	26	3
Total des montants à payer	103 254	104 041

L'Organisation perçoit des taxes pour le compte des parties contractantes du Protocole de Madrid et des parties contractantes du règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye. Le Bureau international de l'Organisation, agissant en qualité d'office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. En outre, l'Organisation perçoit des taxes à verser directement aux médiateurs, aux arbitres ou aux experts pour les cas traités par le Centre d'arbitrage et de médiation. L'Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu'à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l'Organisation.

Note n° 11 : Encaissements par anticipation

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Dépôts relatifs à l'Union de Madrid	7 503	8 241
Dépôts relatifs à des dessins et modèles industriels	2 870	3 038
Dépôts relatifs à l'Union de Lisbonne	133	124
Dépôts auprès du Bureau international agissant en qualité d'office récepteur au titre du PCT	1 324	1 783
Paievements de contributions statutaires par anticipation	5 603	3 607
Recettes différées du système du PCT	290 859	291 052
Recettes différées du système de Madrid	1 933	2 886
Recettes différées du système de La Haye	937	981
Recettes différées des contributions volontaires	21 341	20 872
Recettes différées de la FIPOI	59	59
Autres produits différés	36	36
Total des encaissements par anticipation courants	332 598	332 679
Recettes différées de la FIPOI	3 341	3 400
Total des encaissements par anticipation non courants	3 341	3 400
Total des encaissements par anticipation	335 939	336 079

Note n° 12 : Provisions

Mouvements 2024-2025	
<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Solde au 31 décembre 2023	264
Mouvements en 2024	
Provisions supplémentaires effectuées	109
Montants utilisés	-5
Montants non utilisés repris	-35
Solde au 31 décembre 2024	333
Mouvements en 2025	
Provisions supplémentaires effectuées	32
Montants utilisés	-126
Montants non utilisés repris	-140
Solde au 31 décembre 2025	99

Les provisions au 31 décembre 2025 concernent des recours portés par des membres du personnel de l'OMPI devant le Directeur général, le Comité d'appel de l'OMPI ou le tribunal administratif de l'OIT.

Note n° 13 : Passifs et actifs éventuels

La valeur estimée des passifs éventuels que l'Organisation pourrait avoir à payer en cas de demandes de dommages-intérêts aux fins de réparation de litiges portés devant le tribunal administratif de l'OIT se monte à 41 000 francs suisses, à la date d'établissement des états financiers.

Le Centre international de calcul (CIC) a été créé en janvier 1971 par la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le CIC offre des services informatiques et de communication aux partenaires et utilisateurs du système des Nations Unies. En tant que partenaire lié par le mandat du CIC, l'OMPI est proportionnellement responsable en cas de réclamation de tiers ou d'incident concernant les services du CIC, comme prévu par le mandat en question. Au 31 décembre 2025, aucune réclamation susceptible d'avoir une incidence sur l'OMPI n'était connue. La titularité des actifs revient au CIC jusqu'à sa dissolution. Au moment de la dissolution, la division de l'ensemble des actifs et passifs entre les organisations partenaires sera convenue par le Comité de gestion conformément à une formule à définir à ce moment.

Note n° 14 : Transactions avec une partie liée

	2025		2024	
	Nombre de personnes	Enveloppe de rémunération	Nombre de personnes	Enveloppe de rémunération
	(base équivalent temps plein)	(en milliers de francs suisses)	(base équivalent temps plein)	(en milliers de francs suisses)
Directeur général, vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux	9,00	3 318	9,00	3 385
Administrateurs supérieurs	10,75	3 382	11,38	3 478

L'Organisation est gouvernée par l'Assemblée générale de l'OMPI, composée de représentants des États membres parties à la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, qui sont des membres des différentes unions. Ces représentants ne reçoivent aucune rémunération de l'OMPI. L'OMPI est dirigée par un Directeur général et par des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux (les hauts dirigeants) qui sont rémunérés par l'Organisation. La rémunération globale versée aux hauts dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel applicables à l'ensemble du personnel. En outre, le Directeur général, les vice-directeurs généraux et les sous-directeurs généraux touchent des indemnités de représentation. Les hauts dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à laquelle le personnel et l'Organisation contribuent, et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective. L'enveloppe de rémunération des hauts dirigeants est indiquée dans le tableau ci-dessus. Aucun prêt n'a été accordé à des hauts dirigeants ou à des membres proches de la famille qui ne soit disponible à d'autres catégories de personnel. Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des hauts dirigeants ou à des membres proches de la famille.

L'OMPI n'a aucune entité contrôlée et ne détient aucune participation dans d'autres entités devant être divulguée au titre des normes IPSAS 34-38. L'OMPI participe à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et certains de ses anciens fonctionnaires participent à la Caisse de retraite fermée de l'OMPI. L'OMPI est liée à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), dont la fonction de Secrétaire général est tenue par le Directeur général de l'Organisation. Le Bureau de l'UPOV exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI. L'Organisation est chargée de fournir l'UPOV en ce qui concerne les bureaux, l'administration du personnel, l'administration des finances, les achats et d'autres services de soutien administratif, conformément aux dispositions d'un accord signé entre l'Organisation et l'UPOV en date du 26 novembre 1982. L'UPOV rembourse à l'OMPI le coût de ces services conformément aux conditions prévues dans l'accord susmentionné. En 2025, l'OMPI a perçu 618 000 francs suisses de l'UPOV pour couvrir le coût de ces services. Les fonds décaissés par l'OMPI pour le compte de l'UPOV lui sont par ailleurs remboursés. L'OMPI et l'UPOV participent à un régime de prestations sociales multiemployeurs, le régime OMPI/UPOV d'assurance maladie après la cessation de service, créé pour gérer les fonds provisionnés pour financer l'AMCS. Le Comité consultatif du régime d'AMCS est chargé de conseiller le Directeur général de l'OMPI et le Secrétaire général adjoint de l'UPOV sur la gestion et le fonctionnement du régime d'assurance maladie après la cessation de service. Le Comité consultatif de l'AMCS est composé de deux membres du Comité du programme et budget de l'OMPI, de trois membres du personnel de l'OMPI ou de l'UPOV, d'un ancien membre du personnel de l'OMPI ou de l'UPOV, du sous-directeur général chargé du Secteur administration, finances et gestion de l'OMPI, ainsi que du contrôleur de l'OMPI.

Note n° 15 : Rapprochement entre l'état V et l'état II

Le programme de travail et budget de l'OMPI est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution de l'Organisation, et est approuvé par les assemblées des États membres. Le budget de l'OMPI est adopté par les assemblées sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Le programme de travail et budget prévoit un budget de 857,3 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2024-2025. Le rapport sur la performance de l'OMPI pour l'exercice biennal 2024-2025 présente le détail des variations entre le budget initial et le budget final après virements, ainsi que des explications sur les différences importantes entre les montants inscrits au budget et les montants réels. Le budget et les comptes financiers de l'OMPI sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable dans l'état financier V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité.

Rapprochement pour l'année 2025	Opérations	Investissements	Financements	Total
(en milliers de francs suisses)				
Montant réel sur une base comparable (état financier V)	93 424	-	-	93 424
Amortissement et dépréciation	-10 297	-	-	-10 297
Capitalisation/sortie d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	-	6 742	-	6 742
Modifications apportées aux provisions pour les prestations au personnel	-16 463	-	-	-16 463
Ajustements par rapport aux créances	285	-	-	285
Réaffectation des gains sur les placements	-	-14 206	-	-14 206
Comptabilisation des produits relatifs aux comptes spéciaux	-558	-	-	-558
Total des différences relatives à la base	-27 033	-7 464	-	-34 497
Gains (pertes) sur les investissements	-	38 843	-	38 843
Projets financés sur les réserves	-13 706	-	-	-13 706
Comptes spéciaux	416	-	-	416
Total des différences relatives à l'entité	-13 290	38 843	-	25 553
Montant réel dans l'état de la performance financière (état financier II)	53 101	31 379	-	84 480

Rapprochement pour l'exercice biennal 2024-2025	Opérations	Investissements	Financements	Total
(en milliers de francs suisses)				
Montant réel sur une base comparable (état financier V)	196 729	-	-	196 729
Amortissement et dépréciation	-20 349	-	-	-20 349
Capitalisation/sortie d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	-	9 181	-	9 181
Modifications apportées aux provisions pour les prestations au personnel	-36 853	-	-	-36 853
Ajustements par rapport aux créances	1 263	-	-	1 263
Réaffectation des gains sur les placements	-	-14 206	-	-14 206
Comptabilisation des produits relatifs aux comptes spéciaux	-6 138	-	-	-6 138
Total des différences relatives à la base	-62 077	-5 025	-	-67 102
Gains (pertes) sur les investissements	-	112 571	-	112 571
Projets financés sur les réserves	-23 565	-	-	-23 565
Comptes spéciaux	5 913	-	-	5 913
Total des différences relatives à l'entité	-17 652	112 571	-	94 919
Montant réel dans l'état de la performance financière (état financier II)	117 000	107 546	-	224 546

Note n° 16 : Dépenses

	2025	2024
	<i>(en milliers de francs suisses)</i>	
Postes	234 127	241 919
Personnel temporaire	11 050	10 002
Autres dépenses de personnel	821	915
Total des dépenses de personnel	245 998	252 836
Stages	485	507
Bourses de l'OMPI	10 932	9 531
Total des stagiaires et des bourses de l'OMPI	11 417	10 038
Missions de fonctionnaires	6 050	5 175
Voyage de tiers	8 534	10 523
Formations et indemnités de voyage connexes	985	1 207
Total des voyages, formations et indemnités	15 569	16 905
Conférences	5 608	5 376
Services contractuels de personnes	21 422	21 362
Services de traduction externe	26 838	28 684
Services informatiques	44 110	41 320
Autres services contractuels	24 944	16 664
Total des services contractuels	122 922	113 406
Locaux et entretien	24 262	21 914
Communication	788	809
Représentation et autres frais de fonctionnement	728	1 056
Services communs du système des Nations Unies	856	751
Total des frais de fonctionnement	26 634	24 530
Fournitures	4 313	2 252
Mobilier et matériel	263	42
Matériel et fournitures	4 576	2 294
Amortissement et dépréciation	10 297	10 052
Charges financières	349	274
Total des dépenses	437 762	430 335

Note n° 17 : Gains/(pertes) sur les investissements

	2025	2024
	(en milliers de francs suisses)	
Augmentation/(diminution) de la juste valeur des investissements	14 595	60 430
Dividendes	11 571	14 428
Intérêts sur les comptes courants et de dépôt	3 004	3 864
Intérêts sur les investissements	1	5
Coûts liés à la gestion des investissements et coûts administratifs	-490	-667
Gains (pertes) de change sur les investissements	-6 929	14 567
Gains (pertes) de change sur les instruments financiers dérivés	2 885	-18 899
Total des gains/(pertes) sur les investissements	24 637	73 728

L'augmentation de la juste valeur des investissements, à hauteur de 14,6 millions de francs suisses, correspond à l'évolution de la valeur des portefeuilles de base et stratégique de l'Organisation à la date d'établissement des états financiers.

Note n° 18 : Instruments financiers

Présentation des instruments financiers

Les instruments financiers sont classés comme suit :

Actifs et passifs financiers	Catégories
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Créances	Coût amorti
Prêts	Coût amorti
Dettes et charges à payer	Coût amorti
Montants à transférer	Coût amorti
Comptes courants	Coût amorti
Actifs et passifs dérivés	Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit
Placements à court terme provenant de la trésorerie d'exploitation	Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit
Placements détenus jusqu'à échéance provenant de la trésorerie d'exploitation	Coût amorti
Placements provenant des trésoreries principale et stratégique	Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit

Les valeurs comptables des catégories d'actifs et de passifs financiers sont les suivantes :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de francs suisses)	
Actifs financiers		
Coût amorti	349 382	357 960
Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit	1 000 902	1 202 968
Valeur comptable totale	1 350 284	1 560 928
Passifs financiers		
Coût amorti	203 768	202 877
Valeur comptable totale	203 768	202 877

L'Organisation est exposée à des risques de change, de crédit, de taux d'intérêt, de prix et de liquidité pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

L'Organisation gère ses placements conformément à sa politique en matière de placements. La politique contient deux politiques distinctes en matière de placements, une pour la trésorerie d'exploitation et le portefeuille de base et une pour le portefeuille stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'Organisation a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants et pour s'assurer qu'un montant équivalent aux réserves visées est disponible sous forme de liquidités. Le portefeuille de base correspond au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et du portefeuille stratégique. Le portefeuille stratégique correspond aux fonds qui ont été mis de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service. À partir de 2025, le solde du portefeuille stratégique relatif à l'AMCS est considéré comme un actif du régime et transféré aux engagements nets au titre de l'AMCS; il n'est donc plus présenté dans la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements de l'Organisation.

Justes valeurs

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances, les comptes de créanciers et autres passifs courants sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- les investissements cotés (dans des fonds de placement qui sont cotés en bourse) sont fondés sur les cotations de prix à la date de présentation des états financiers;
- les instruments financiers dérivés sont fondés sur les prix cotés, ajustés au taux de change UNORE, à la date de présentation des états financiers;
- les prêts et créances sont évalués par l'Organisation sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque.

Aux fins des actifs et passifs financiers de l'OMPI à la date d'établissement des états financiers, la valeur comptable est équivalente à la juste valeur.

Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments classés à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, les justes valeurs sont hiérarchisées de la manière suivante :

- prix cotés (non ajustés) des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1);
- données autres que les prix cotés relevant du niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement (niveau 2);
- données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables (niveau 3).

Actifs et passifs financiers	Hiérarchie des justes valeurs
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1
Actifs et passifs dérivés	Niveau 2
Placements provenant des trésoreries principale et stratégique	Niveau 1

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'Organisation si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des prêts et des montants à recevoir, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des investissements. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit. Aux fins de l'établissement des rapports financiers, l'OMPI calcule les provisions pour pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers.

Les créances de l'Organisation issues de contributions proviennent des membres de l'Union représentant des gouvernements souverains, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs. Une provision a été constituée par rapport à la valeur comptable des comptes débiteurs afin de faire apparaître les comptes clients pour lesquels le paiement n'est pas anticipé à court terme. Cette provision couvre les montants dus par les États membres qui ont perdu le droit de vote en vertu de l'article 11, alinéa 5), de la Convention instituant l'OMPI, et les contributions des pays les moins avancés qui ont été gelées par les assemblées en 1989 et 1991.

Conformément à la politique de l'Organisation en matière de placements, les avoirs ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A/A2. Les investissements sur les marchés monétaires, obligations, effets ou autres obligations et autres produits à revenu fixe achetés directement par l'OMPI ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-3/P-3 ou

une notation à long terme de BBB-/Baa3. Lorsque ces éléments sont acquis sous forme de parts de fonds communs de placement, 65% au moins des avoirs doivent être des valeurs de premier ordre (AAA/Aaa à BBB-/Baa3), tandis que le solde, à hauteur de 35%, peut être détenu en obligations à rendement élevé (BB+/Ba1 à C/Ca). Les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie sont les suivantes au 31 décembre 2025 :

Notation de crédit à court terme	A1+	A1	A2	Pas de notation 1)	Total
31 décembre 2025 <i>(en milliers de francs suisses)</i>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 559	393	34 590	25	76 567
Investissements	53 400	27 847	106 321	1 001 785	1 189 353
	94 959	28 240	140 911	1 001 810	1 265 920
<i>Pourcentage</i>	7,5%	2,2%	11,1%	79,2%	100,0%

1) Les soldes non notés comprennent les fonds en caisse et les investissements non courants. Les investissements non courants détenus par l'OMPI le sont dans des fonds de placement qui ne sont pas notés par des agences de notation de crédit, mais dans lesquels les placements sous-jacents sont effectués conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'Organisation de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus.

L'Organisation n'est pas exposée à un risque de liquidité important, car elle dispose de fonds de trésorerie disponibles qui sont reconstitués à partir des résultats de ses opérations. La politique de l'Organisation en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et le portefeuille de base soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'Organisation. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Le portefeuille de base est investi dans l'objectif de générer un rendement positif sur des périodes continues de cinq ans. Idéalement, le portefeuille de base est investi de manière à ce qu'une partie en soit accessible occasionnellement. Le portefeuille stratégique est placé sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

Risque de change

Elle perçoit des recettes provenant des taxes et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours des devises. Aux fins des taxes internationales de dépôt selon le PCT, l'OMPI définit les montants équivalents dans les monnaies autres que le franc suisse, lesquels peuvent être révisés au cours de l'année si le taux de change entre l'autre monnaie et le franc suisse est supérieur ou inférieur de 5,0% pendant plus de quatre vendredis consécutifs. L'Organisation est aussi exposée au risque de change découlant des différences de change entre les montants dus aux administrations chargées de la recherche internationale en application du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets, d'une part, et les montants reçus par les offices nationaux des brevets au titre des taxes de recherche internationale versées par les déposants pour les demandes internationales de brevet, d'autre part. L'Organisation gère également le service de transfert de taxes de l'OMPI, un mécanisme de compensation qui réduit les risques de change auxquels sont exposées les recettes provenant des taxes du PCT en ce qui concerne les taxes de recherche.

Lorsque les placements sont détenus dans d'autres devises que le franc suisse, l'Organisation doit recourir à des instruments financiers dérivés pour réduire au minimum le risque découlant des fluctuations de la devise de placement par rapport au franc suisse. Les placements sur des produits dérivés à des fins spéculatives ne sont pas autorisés. Au 31 décembre 2025, l'Organisation détenait des placements en dollars É.-U., en euros, en yens japonais et en dollars canadiens pour une valeur de 75,5 millions, 44,9 millions, 6,9 millions et 1,8 million de francs suisses respectivement. L'Organisation surveille la sensibilité de ces placements face aux fluctuations des taux de change et a recours à des instruments financiers dérivés pour minimiser ce risque.

Les contributions de l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et ses versements au CIC sont effectués en dollars É.-U. L'Organisation est en outre exposée à un risque de change en ce qui concerne le coût des pensions des fonctionnaires précédemment inscrits à la Caisse de retraite fermée qui participent aujourd'hui à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. De plus, l'Organisation compte des bureaux extérieurs en Algérie, au Brésil, en Chine, au Japon, au Nigéria, en Russie et à Singapour, ainsi qu'un bureau de coordination aux États-Unis d'Amérique, auxquels sont associés des actifs limités dans les monnaies locales.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché comme les taux d'intérêt qui affectent le revenu de l'Organisation ou la valeur de ses instruments financiers. Les prévisions de recettes de l'Organisation pour le programme de travail et budget pour 2024-2025 ne tiennent pas compte des revenus des placements. Actuellement, l'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt. Le portefeuille de placements à moyen terme (trésorerie principale) et le portefeuille de placements à long terme de l'OMPI (trésorerie stratégique) sont soumis au risque lié aux variations des prix du marché des fonds de placement sous-jacents. Sur la base de l'expérience passée concernant les stratégies de placement appliquées à ces portefeuilles, la volatilité attendue pour la trésorerie principale et la trésorerie stratégique est de 4,2% et 5,7% respectivement.

Note n° 19 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers

La date d'établissement des états financiers de l'OMPI est fixée au 31 décembre 2025 et l'Organisation a été autorisée à les publier à la même date que l'opinion du vérificateur externe des comptes.

Aucun événement significatif – favorable ou défavorable – susceptible d'avoir une incidence importante sur les présents états financiers n'a eu lieu entre la date d'établissement de ceux-ci et la date à laquelle leur publication a été autorisée.

Note n° 20 : Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée sous forme de tableau dont les secteurs sont les différentes unions composant l'OMPI. Ces unions ont été créées par les différents traités administrés par l'OMPI.

Le tableau d'information sectorielle est présenté à la page suivante et doit être lu en parallèle avec les notes explicatives suivantes.

- Note n° 1 : En 2012, l'Assemblée de l'Union de Madrid a assuré le financement de la contribution de l'Union de La Haye de 3 millions de francs suisses au programme de modernisation informatique des systèmes d'enregistrement internationaux de Madrid et de La Haye. Cette somme sera remboursée par l'Union de La Haye à l'Union de Madrid dès que le solde du fonds de réserve de l'Union de La Haye le permettra.
- Note n° 2 : conformément à la décision des assemblées des États membres de l'OMPI prise à leur cinquante-cinquième série de réunions tenues en 2015, les unions financées par des contributions ont assumé le financement du déficit de l'Union de Lisbonne pour l'exercice biennal 2016-2017, s'élevant à 56 157 francs suisses. Ce montant sera remboursé par l'Union de Lisbonne aux unions financées par des contributions dès que le niveau des réserves de l'Union de Lisbonne le permettra.
- Note n° 3 : conformément à la décision prise par les assemblées des États membres de l'OMPI à leur cinquante-septième série de réunions en 2017 : a) les unions financées par des contributions ont assuré le financement du déficit de l'Union de Lisbonne pour l'exercice biennal 2018-2019, qui s'élevait à 1 662 315 francs suisses, et b) l'Union du PCT a assuré le financement du déficit de l'Union de La Haye, qui s'élevait à 18 135 044 francs suisses. Ces montants seront remboursés par l'Union de Lisbonne et l'Union de La Haye respectivement dès que le niveau de leurs réserves le permettra.
- Note n° 4 : Conformément à la décision prise par les assemblées des États membres de l'OMPI à leur cinquante-neuvième série de réunions en 2019 : a) puisque les unions financées par des contributions ne disposent pas des réserves suffisantes pour couvrir le déficit de l'Union de Lisbonne s'élevant à 3 509 153 francs suisses en 2020-2021 et à 2 746 197 francs suisses en 2022-2023, respectivement, l'Union du PCT a assuré le financement du déficit de l'Union de Lisbonne en 2020-2021 et en 2022-2023; b) l'Union du PCT a assuré le financement du déficit de l'Union de La Haye s'élevant à 23 667 978 francs suisses en 2020-2021, à 20 093 047 francs suisses en 2022-2023 et à 14 465 134 francs suisses en 2024-2025, respectivement; c) l'Union du PCT a assuré le financement du déficit des unions financées par des contributions s'élevant à 30 393 711 francs suisses en 2024-2025; et d) l'Union de Madrid a assuré le financement du déficit de l'Union de Lisbonne s'élevant à 3 104 239 francs suisses en 2024-2025. Ces montants seront remboursés à l'Union du PCT par l'Union de Lisbonne, l'Union de La Haye et les unions financées par des contributions dès que le niveau de leurs réserves le permettra.
- Note n° 5 : les gains (pertes) actuariels au 31 décembre 2025 ont été répartis sur la base de la part relative des effectifs pour 2025.

Titre du secteur	UNIONS						Total
	Financées par des contributions	PCT	Madrid	La Haye	Lisbonne	Comptes spéciaux	
	(en milliers de francs suisses)						
RECETTES							
Contributions	17 602	-	-	-	-	10 402	28 004
Taxes	-	371 304	86 611	9 994	76	-	467 985
Publications	2	567	30	-	-	-	599
Autres/divers	167	-1 872	811	208	168	1	-517
Arbitrage et médiation	427	365	1 947	16	-	-	2 755
Sous-total, recettes, recettes financées sur des réserves et ajustements IPSAS non compris	18 198	370 364	89 399	10 218	244	10 403	498 826
Divers projets de recettes financés sur des réserves	-	5	-	-	-	-	5
Ajustements IPSAS aux recettes	285	-	-	-	-	-1 511	-1 226
Total des recettes	18 483	370 369	89 399	10 218	244	8 892	497 605
Dépenses							
Brevets et technologie	3 637	93 674	2 046	386	43	-	99 786
Marques et dessins et modèles	1 764	1 013	24 906	6 508	1 066	-	35 257
Droit d'auteur et industries de la création	12 380	2 674	288	-	-	-	15 342
Développement régional et national	63	31 617	4 053	394	46	-	36 173
Infrastructure et plateformes	146	17 438	4 069	1 184	-	-	22 837
Enjeux et partenariats mondiaux	3 225	8 365	901	-	-	-	12 491
Écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation	1 268	17 963	7 600	47	-	-	26 878
Administration, finances et gestion	9 689	94 420	33 841	7 607	678	-	146 235
Sous-total, dépenses sur une base budgétaire	32 172	267 164	77 704	16 126	1 833	-	394 999
Dépenses pour des projets financés sur des réserves	-	10 464	3 233	13	-	-	13 710
Sous-total, dépenses sur une base budgétaire, dépenses sur réserves comprises	32 172	277 628	80 937	16 139	1 833	-	408 709
Comptes spéciaux	-	-	-	-	-	9 987	9 987
Ajustements IPSAS aux dépenses budgétaires et comptes spéciaux	1 976	16 527	4 782	991	113	-953	23 436
Ajustements IPSAS aux projets financés sur des réserves	-	-2 096	-2 274	-	-	-	-4 370
TOTAL DES DÉPENSES	34 148	292 059	83 445	17 130	1 946	9 034	437 762
Gains (pertes) sur les investissements	-	35 777	2 930	-	-	136	38 843
Ajustements IPSAS apportés aux revenus des placements/(pertes liées aux placements)	-	-13 131	-1 075	-	-	-	-14 206
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	-15 665	100 956	7 809	-6 912	-1 702	-6	84 480
Actifs nets au 31 décembre 2024 – sauf gains/(pertes) actuariels	-1 821	968 811	117 371	-95 429	-10 400	114	978 646
Gains/(pertes) actuariels au 31 décembre 2024	-17 042	-186 048	-53 243	-10 371	-1 282	-	-267 986
Actifs nets au 31 décembre 2024	-18 863	782 763	64 128	-105 800	-11 682	114	710 660
Excédent/(déficit) 2025	-15 665	100 956	7 809	-6 912	-1 702	-6	84 480
Actifs nets au 31 décembre 2025 – sauf gains/(pertes) actuariels	-17 486	1 069 767	125 180	-102 341	-12 102	108	1 063 126
Gains/(pertes) actuariels au 31 décembre 2025	-11 801	-123 467	-35 603	-6 990	-984	-	-178 845
Actifs nets au 31 décembre 2025	-29 287	946 300	89 577	-109 331	-13 086	108	884 281

ANNEXE – VERSEMENTS À TITRE GRACIEUX (INFORMATIONS VERIFIEES)

L'article 3.21 du Règlement financier stipule qu'un état récapitulatif des versements à titre gracieux pour l'année civile doit figurer dans les états financiers annuels de l'Organisation. Il n'y a eu aucun versement de cette nature en 2025 aussi n'est il pas nécessaire de fournir un état récapitulatif des versements effectués.